



RAPPORT ANNUEL

ANNUAL REPORT

2012



(une société d'exploration / an exploration company)
(la "Société" ou "Fieldex" / the "Corporation" or "Fieldex")

RAPPORT DE GESTION

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Ce rapport de gestion est conforme au règlement 51-102A de l'Autorité Canadienne en Valeurs Mobilières en ce qui concerne l'information continue des émetteurs assujettis. Il est un complément et un supplément aux états financiers de la Société et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 et doit être lu en parallèle avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, incluant les notes afférentes. La Société établit ses états conformément aux Normes internationales d'information financière (les «IFRS») applicables pour l'établissement des états financiers, incluant les chiffres comparatifs. Sauf si indiqué autrement, tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. La direction est responsable de préparer les états financiers et autre information financière de la Société incluse dans ce rapport.

Le conseil d'administration est responsable de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la communication de l'information financière. Pour ce faire, le conseil a nommé un comité d'audit composé de trois administrateurs dont deux sont indépendant et ne sont pas des membres de la direction. Le comité et la direction se réunissent pour discuter des résultats d'opération de la Société et de la situation financière avant d'émettre des recommandations et de présenter les états financiers au conseil d'administration pour son étude et approbation pour émission aux actionnaires. À la recommandation du comité d'audit, le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société.

Date

Ce rapport a été rédigé le 29 avril 2013.

Description de l'entreprise

Exploration Fieldex inc., constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est une société d'exploration minière engagée dans l'acquisition et l'exploration de propriétés minières ayant le potentiel d'accueillir des gisements de type métaux de base et métaux stratégiques (éléments de terres rares et métaux rares). Fieldex est présentement active au Canada et détient un important portefeuille de propriétés minières. Fieldex est un émetteur assujetti en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec, et se transige sur la bourse de croissance TSX sous le symbole boursier FLX, aux bourses de Francfort, Munich, Xetra et Berlin, en Europe, sous le symbole F7E.

MANAGEMENT'S DISCUSSION & ANALYSIS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2012

The following management's analysis of Fieldex's operating results and financial position follows rule 51-102A of the Canadian Securities Administration regarding continuous disclosure for reporting issuers. It is a complement and supplement to the Corporation's financial statements and related notes for the year ended December 31, 2012 and should be read in conjunction with the audited financial statements for the year ended December 31, 2012 and the related notes thereto. The Corporation prepares its financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS"), applicable to the preparation of financial statements, including comparative figures. Unless otherwise indicated, all amounts in this MD&A are in Canadian dollars. Management is responsible for the preparation of the financial statements and other financial information relating to the Corporation included in this report.

The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting. In furtherance of the foregoing, the Board has appointed an Audit Committee composed of three directors, two of whom are independent and not members of management. The Committee meets with management and the auditors in order to discuss results of operations and the financial condition of the Corporation prior to making recommendations and submitting the financial statements to the Board of Directors for its consideration and approval for issuance to shareholders. On the recommendation of the Audit Committee, the Board of Directors has approved the Corporation's financial statements.

Date

This MD&A was produced on April 29, 2013.

Description of the business

Fieldex Exploration Inc., which is incorporated under the Federal Law for Business Corporations, is a mining exploration company involved in the acquisition and exploration of mining properties with prospects for hosting base metals and strategic metals (rare earth elements and rare metals) deposits. Fieldex is currently active in Canada and holds a significant portfolio of mineral properties. Fieldex is a reporting issuer in British-Columbia, Alberta and Quebec, and trades on the TSX Venture Exchange under the symbol FLX. It also trades on the Frankfurt, Munich, Xetra and Berlin Exchange in Europe under the symbol F7E.

Performance globale

Lac Sairs (Kipawa, Québec) Éléments de terres rares

Un programme de forage (phase 3) de vingt-deux trous sur la propriété Lac Sairs totalisant 3 421 mètres a été complété avec succès dans les premiers mois de 2012. Le dernier trou de la campagne de forage (LS-12-22), considéré comme un trou de découverte, a intersecté 1.10% de terres rares TREO (oxyde) sur plus de 19,55 mètres avec un contenu de 40% en terres rares lourdes (HREO) incluant l'oxyde de Yttrium (Y2O3). Ce trou LS-12-22 est très comparable aux valeurs obtenues par la société Matamec Explorations («**Matamec**») sur leur dépôt Zeus situé à environ 1 700 mètres à l'ouest. De plus, le 18 avril 2013, Matamec a annoncé ses résultats de forages situé à 2,7 km au sud-est de leur dépôt Zeus mais situé à quelques dizaines de mètres au sud de la propriété Lac Sairs. La meilleure intersection obtenue par Matamec est de 32,9% de HREO+TREO sur une longueur de 7,65 mètres. Ces résultats confirment le potentiel de la propriété Lac Sairs et la Société mettra l'accent sur cette propriété.

La situation financière de la Société est présentement précaire mais avec le crédit d'impôt relatif aux ressources à recevoir de plus de 324 000 \$, la Société croit être en mesure de maintenir ses activités pour les douze prochains mois. Un financement accréditif de 935 875 \$ a été complété en décembre 2011 et ce montant a été complètement dépensé avant le 31 décembre 2012 comme prévu. Par contre, pour poursuivre d'autres travaux sur ses propriétés, la Société devra envisager un financement ou vendre ou faire optionner certains de ses actifs. Lors du quatrième trimestre de 2012, la Société s'est entendue avec certains fournisseurs pour régler un montant total dû de 968 569 \$ en contrepartie de l'émission de 11 041 100 actions à 0,05 \$ pour 552 055 \$ et des débetures convertibles non garantie totalisant 416 514 \$. La valeur totale actualisée de ces débetures au 31 décembre 2012 s'élève à 302 117 \$ (voir la note 10 des états financiers audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012).

Propriétés et travaux de prospection et d'évaluation réalisés

Régionale-Témiscamingue (100%)

Des travaux pour un montant de 16 126 \$ ont été effectués en 2012 sur cette propriété. La Société n'a fait aucune découverte potentiellement économique sur cette propriété et plusieurs titres miniers ont expirés. Par conséquent, la Société a décidé de radier cette propriété de ses livres comptables.

Galinée (100%)

Peu de travaux ont été effectués en 2012 sur cette propriété avec aucune découverte. Par conséquent, la Société a décidé de radier cette propriété de ses livres comptables.

Bousquet (100%)

Des travaux de 14 383 \$ ont été effectués sur la propriété en 2012. Les travaux antérieurs ont consistés principalement à de la compilation géologique et de l'analyse structurale. Cette propriété a été optionnée par la société Cliffs Natural Resources pour un potentiel site pour la construction éventuelle d'une fonderie mais cette dernière a annoncé publiquement que la construction serait dans la ville de Sudbury. L'option s'est terminée le 24 avril 2013.

Overall performance

Lac Sairs (Kipawa, Québec) Rare Earth Elements

A twenty-two holes phase 3 drilling program totaling 3,421 metres has been executed successfully on the Lac Sairs property in early 2012. The last hole drilled (LS-12-22), considered as a discovery, intersected 1.10% TREO (40% HREO+Y2O3) over 19.55 metres at surface. These results are comparable to the Matamec Explorations ("Matamec") Zeus deposit located about 1,700 metres to the west. Moreover, Matamec announced on April 18, 2013 results from its drilling campaign located 2.7 km south-east of their Zeus' deposit, but just a few tens of metres south of our Lac Sairs project. The best drillhole announced by Matamec was 32.9% HREO+TREO over 7.65 metres. This proves again the potential of the Lac Sairs property and the Corporation will focus on this property.

The Corporation actually believes that, with its tax credit related to resources receivable of more than \$324,000, it has the necessary financial resources to maintain its activities for the next 12 months. The Corporation closed a flow-through financing of \$935,875 in December 2011 and this amount was completely spent before December 31, 2012 as planned. However, to pursue other work on its properties, the Corporation will have to consider a financing or selling or optioning some of its assets. During the fourth quarter of 2012, the Corporation has agreed with suppliers to settle debts in an aggregate amount of \$968,569 by issuing 11,041,100 common shares at \$0.05 for \$552,055 and a total of \$416,514 of unsecured convertible debentures. The present value of these debentures as at December 31, 2012 amounted to \$302,117 (see Note 10 of Corporation's audited financial statements for the year ended December 31, 2012).

Properties and Exploration and evaluation work

Regionale-Temiscamingue (100%)

Work for an amount of \$16,126 was made in 2012 on this property. The Corporation made no potentially economic discovery on this property and many mining claims expired. Therefore, the Corporation has decided to write off this property from its accounting book.

Galinée (100%)

Few works was made in 2012 on this property with no result. Therefore, the Corporation has decided to write off this property from its accounting book.

Bousquet (100%)

Work for an amount of \$14,383 was made on this property in 2012. Previous works were mainly geological compilation and structural analysis. This property has been optioned to Cliffs Natural Resources for the construction of a smelter. In the meantime, the latter publicly announced that the smelter will be built in Sudbury instead of Rouyn-Noranda. The option expired on April 24, 2013.

Carpentier (100%)

La Société n'a fait aucune découverte potentiellement économique sur cette propriété et elle a décidé de la radier de ses livres comptables.

Laforce (100%)

Très peu de travaux ont été effectués en 2012 sur cette propriété. La Société ne prévoit pas de travaux prochainement sur ce projet et elle a décidé de la radier de ses livres comptables.

Baby-Midrim (100%)

Peu de travaux ont été effectués sur cette propriété en 2012. La Société ne prévoit pas de travaux prochainement sur ce projet et elle a décidé de la radier de ses livres comptables.

Lac Sairs (100%)

Des travaux pour un montant de 339 114 \$ ont été effectués en 2012 sur cette propriété. Le succès du programme de forage de 2010 (le trou LS-10-19 a retourné une teneur de 1,51% zirconium sur une longueur de 61,74 mètres) et 2011 mais complété au premier trimestre de 2012 (LS-12-22 a retourné une teneur de 1,10% de terres rares HREO (oxyde) sur plus de 19,55 mètres avec un contenu de 40% en terres rares lourdes (TREO) incluant l'oxyde de Yttrium (Y2O3)) combiné avec les résultats significatifs situés à quelques dizaines de mètres du projet Lac Sairs. (voir communiqué de presse de la société Matamec Explorations le 18 avril 2013) nous prouve hors de tout doute le potentiel du complexe de Kipawa en ce qui concerne les terres rares. La Société restera très active dans le secteur de Kipawa mais doit absolument sécuriser sa situation financière avant d'initier le prochain programme de forage.

Scott (100%)

La Société n'a fait aucune découverte potentiellement économique sur cette propriété et elle a décidé de la radier de ses livres comptables.

Gaboury (100%)

Cette propriété a été acquise pour son potentiel pour les métaux de base et des travaux pour un montant de 11 365 \$ ont été effectués en 2012. Des levés géophysiques au sol (21 km) effectués ont généré des cibles de forages et un programme de forage de 1 000 mètres totalisant quatre trous de forage a eu lieu en 2010. Les résultats ont retourné une longue intersection à faible teneur de nickel dans 2 des 4 trous. Un programme de forage (phase 2) de 1 785 mètres s'est terminé vers la fin juillet 2011. Les résultats d'analyse ont été publiés le 15 septembre 2011 (voir communiqué de presse). Des teneurs moyennes en nickel avoisinant les 0,2%, dans une structure de près de 80 mètres de large ont été interceptées et une étude technique plus approfondie du secteur suppose un enrichissement en nickel plus au sud de la structure. Quelques trous de forages (phase 3) sont planifiés sur la propriété.

Vanier (100%)

Des travaux pour un montant de 20 180 \$ ont été effectués en 2012 sur cette propriété. La Société n'a fait aucune découverte potentiellement économique sur cette propriété et elle a décidé de la radier de ses livres comptables.

Carpentier (100%)

The Corporation made no potentially economic discovery on this property and has decided to write off this property from its accounting book.

Laforce (100%)

Very few works was made on this property in 2012. The Corporation expects no exploration work soon on this project so Fieldex has therefore decided to write off the property from its accounting book.

Baby-Midrim (100%)

Few works was made on this property in 2012. The Corporation expects no exploration work soon on this project so Fieldex has therefore decided to write off the property from its accounting book.

Lac Sairs (100%)

Work for an amount of \$339,114 was made in 2012 on this property. The success of the drilling program in 2010 (hole LS-10-19 returned a grade of 1.51% zirconium over a length of 61,74 meters) and 2011 but completed in early 2012 (LS-12-22 intersected 1.10% HREO (40% TREO+Y2O3) over 19.55 metres at surface) combined with the significant drillhole results announced by the corporation Matamec Explorations on April 18, 2013, located a few ten-metres from Fieldex Lac Sairs project, proved us the potential of the Kipawa complex for Rare Earth Elements. The Corporation's intentions are to stay very active in the Kipawa region but needs to secure its financial position before the next drilling campaign.

Scott (100%)

The Corporation made no potentially economic discovery on this property and has decided to write off this property from its accounting book.

Gaboury (100%)

This property has been staked for its potential for base metal and work for an amount of \$11,365 was made in 2012. Ground geophysics survey (21 km) generated some drilling targets and a drilling program of 1,000 metres has been completed in 2010. The results have returned low grade nickel in 2 out of 4 holes. A 1,785 metres drilling program phase 2 was completed towards the end of July 2011 and the results have been communicated on September 15, 2011 (see news release). In spite an average nickel grade of only 0.2%, the structure discovered is close to 80 metres wide and a technical study executed in 2011 suggests a potential nickel enrichment south of the drilled structure. A phase 3 drilling program is planned on the property.

Vanier (100%)

Work for an amount of \$20,180 was made in 2012 on this property. The Corporation made no potentially economic discovery on this property and has decided to write off this property from its accounting book.

Nicobi Cuivre (option 100%)

En octobre 2011, la Société a conclu une convention d'achat d'une participation de 100 % dans 90 titres miniers formant cette propriété situé à 25 kilomètres au sud de la municipalité de Desmaraisville dans la province de Québec. La Société n'a fait aucune découverte potentiellement économique sur cette propriété. La Société a donc mis fin à l'entente et par conséquent, a décidé de radier la propriété de ses livres comptables.

REDEVANCES

Certaines des propriétés de la Société sont grevées d'une redevance advenant la mise en production.

Les redevances sur les propriétés minières se détaillent comme suit :

Régionale-Témiscamingue

Une redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à la propriété suite au rachat de 50% de la propriété à FNX Mining. Cette redevance pourrait être rachetée avec la redevance de d'autres propriétés, pour un montant total de 1 500 000 \$.

Laforce

Une redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à trois des huit claims qui composent la propriété. Cette redevance pourrait être rachetée par la Société pour un montant de 1 000 000 \$. Une autre redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à deux autres de ces claims. La moitié de cette redevance pourrait être rachetée par la Société pour une somme de 1 000 000 \$. Un autre 2% est rattaché à l'ensemble des claims suite au rachat de 50% de la propriété à FNX Mining. Cette redevance pourrait être rachetée avec la redevance de d'autres propriétés, pour un montant total de 1 500 000 \$.

Baby-Midrim

Une redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à la propriété suite au rachat de 70% de la propriété à FNX Mining. Cette redevance pourrait être rachetée avec la redevance de d'autres propriétés, pour un montant total de 1 500 000 \$.

Information annuelle choisie et résultats d'exploitation

Les états financiers de la Société ont été préparés selon les IFRS. La devise monétaire de présentation est le dollar canadien (Cdn) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion, sauf avis contraire, sont en dollars canadiens.

Principales informations financières (auditées) / Significant financial information (audited)

	Exercice terminé le 31 décembre/ Fiscal year ended December 31			
	2012	2011	2010	
	\$	\$	\$	
Actif total	3 507 631	10 810 082	10 984 986	Total assets
Passif financier non courant	338 332	652 996	968 904	Non current financial liabilities
Revenus d'intérêts	2 458	10 778	19 065	Interest income
Perte nette	(5 854 217)	(1 507 668)	(694 380)	Net loss
Perte nette par action de base et diluée	(0,08)	(0,02)	(0,01)	Basic and diluted net loss per share

Fieldex n'a pas, depuis la date de sa constitution, déclaré ni versé de dividendes sur ses actions ordinaires. Pour l'avenir prévisible, Fieldex anticipe qu'elle conservera les bénéfices futurs et autres sources de trésorerie pour l'exploitation et le développement de ses activités.

Nicobi Copper (option 100%)

In October 2011, the Corporation entered into an agreement to purchase a 100% interest in 90 mineral claims forming this property located in the Abitibi greenstone belt about 25 km south of Desmaraisville, Quebec. The Corporation made no potentially economic discovery on this property. The Corporation has decided to cease the Nicobi agreement and has therefore decided to write off the property from its accounting book.

ROYALTIES

Some of the Corporation's properties are affected by the burden of royalties if put into production.

Royalties on the mining properties are as follows:

Regionale-Témiscamingue

A 2% net smelter return royalty is attached to the property following the 50% buyback from FNX Mining. This royalty could be bought back along with other properties' royalties, for a total amount of \$1,500,000.

Laforce

A 2% net smelter return royalty is attached to three of the eight property-claims. This royalty could be redeemed by the Corporation for \$1,000,000. Another 2% net smelter return royalty is attached to two other property-claims; half of this royalty could be redeemed by the Corporation for \$1,000,000. Another 2% royalty is attached to the properties as a whole following the 50% buyback from FNX Mining. This royalty could be bought back along with other properties' royalties, for a total amount of \$1,500,000.

Baby-Midrim

A 2% net smelter return royalty is attached to the property following the 70% buyback from FNX Mining. This royalty could be bought back along with other properties' royalties, for a total amount of \$1,500,000.

Selected annual information and operation results

The Corporation's financial statements have been prepared according to IFRS. This statement's currency is in Canadian dollars (Cdn) and, except when specified amounts shown in this report are in Canadian dollars.

Étant donné que la Société ne génère pas ou peu de revenu, la variation des résultats ne peut s'expliquer par les conditions du marché. Au cours de l'exercice 2012, la Société a enregistré une perte nette de 5 854 217 \$, comparativement à une perte nette de 1 507 668 \$ pour l'exercice 2011. La Société a enregistré des revenus de 2 458 \$ en 2012 (10 778 \$ en 2011) provenant d'intérêts sur ses liquidités. Les charges totales de la Société en 2012 ont été de 6 960 812 \$ (1 949 280 \$ en 2011) incluant des rémunérations et paiements fondés sur des actions pour un total de 45 500 \$ (165 850 \$ en 2011). Les dépenses de consultants ont été moins élevées en 2012 à 162 300 \$ comparativement à 249 415 \$ pour 2011 et illustrent le ralentissement des activités de la Société.

Les honoraires professionnels ont légèrement augmenté passant de 48 797 \$ en 2011 à 57 532 \$ en 2012. Les frais de bureau ont un peu diminué passant de 12 108 \$ en 2011 à 7 072 \$ en 2012. Les frais de télécommunications ont diminué passant de 16 258 \$ en 2011 à 7 174 \$ en 2012. Les dépenses de conférences et promotion ont été beaucoup moins élevées passant de 47 377 \$ en 2011 à 2 041 \$ en 2012. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont un peu augmenté passant de 34 190 \$ en 2011 à 36 461 \$ pour 2012. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a déprécié plusieurs propriétés ainsi que leurs actifs de prospection et d'évaluation pour 3 526 913 \$ et 3 069 064 \$ respectivement (propriétés et actifs de prospection et d'évaluation de 680 899 \$ et 651 358 \$ respectivement pour l'exercice 2011). La Société a également enregistré un avantage d'impôts sur le résultat et impôts différés de 828 899 \$ (434 225 \$ en 2011). La Société a fait des dépenses de prospection et d'évaluation de 473 013 \$ en 2012 (2 333 152 \$ en 2011). La Société a enregistré un gain sur règlement de dettes de 276 027 \$ (aucun en 2011) puisque la Société a émis 11 041 100 actions à 0,05 \$ pour rembourser une partie des montants dus à trois fournisseurs alors que la valeur au marché à la date des ententes était de 0,025 \$ par action.

Situation de trésorerie et sources de financement

Au 31 décembre 2012, la Société possédait un montant de trésorerie et équivalents de trésorerie de 137 554 \$ contre 201 593 \$ au 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2012, le fonds de roulement de la Société s'élevait à 534 395 \$ comparativement à un fonds de roulement négatif de 94 534 \$ au 31 décembre 2011.

L'exercice des 4 117 850 bons de souscription et options aux courtiers en circulation en date du rapport de gestion représente un financement potentiel de 711 265 \$. Ces bons de souscription et options aux courtiers expirent en juin 2013 Leur prix d'exercice moyen est de 0,17 \$.

As the Corporation does not generate significant revenue, variations in results could not be explained by market conditions. During the fiscal year 2012, the Corporation recorded a net loss of \$5,854,217 in comparison with the net loss recorded for 2011 at \$1,507,668. The Corporation recorded income of \$2,458 in 2012 (\$10,778 in 2011) coming from interest from its liquidity. The Corporation's total expenses for 2012 are at \$6,960,812 (\$1,949,280 in 2011) and include share-based compensation of \$45,500 (\$165,850 in 2011). Consultant fees are lower in 2012 at \$162,300 in comparison to \$249,415 in 2011 and show a slowdown in Corporation's activities.

Professional fees have slightly increased from \$48,797 in 2011 to \$57,532 in 2012. Office expenses have decreased slightly and went from \$12,108 in 2011 to \$7,072 in 2012. Telecommunications fees have decreased and went from \$16,258 to \$7,174. Expenses for conference and promotion were much lower from \$47,377 in 2011 to \$2,041 in 2012. Allocated sums for public company expenses have slightly increased from \$34,190 in 2011 to \$36,461 in 2012. During the year ended December 31, 2012, the Corporation impaired several properties and their exploration and evaluation expenses for \$3,526,913 and \$3,069,064 respectively (properties and exploration and evaluation expenses of \$680,899 and \$651,358 respectively in 2011). The Corporation also recorded income taxes and deferred taxes advantage of \$828,899 (\$434,225 in 2011). The Corporation incurred exploration and evaluation expenses of \$473,013 in 2012 (\$2,333,152 in 2011). The Corporation recorded a gain on debt settlement of \$276,027 (none in 2011) because it has issued 11,041,100 common shares at \$0.05 reimburse part of the amount due to three suppliers when the fair value at the date of the agreements was \$0.025 per share.

Cash flow and financing sources

As at December 31, 2012, the Corporation had \$137,554 in cash and cash equivalents against \$201,593 at December 31, 2011. As at December 31, 2012, the Corporation's working capital is at \$534,395 in comparison to a negative working capital of \$94,534 as at December 31, 2011.

The exercise of the 4,117,850 outstanding warrants and broker options in date of this report represents added potential financing of \$711,265. These warrants and broker options expire in June 2013. Their weighted average exercise price is \$0.17.

L'exercice des 4 550 000 options d'achat d'actions en circulation en date du rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 563 750 \$. Ces options expirent entre 2013 et 2022 et ont un prix d'exercice entre 0,10 \$ et 0,18 \$.

The exercise of the 4,550,000 outstanding share purchase options in date of this report represents an added potential financing of \$563,750. These options expire between 2013 and 2022 and have an exercise price between \$0.10 and \$0.18.

La Société a reçu un montant de 353 501 \$ pour le crédit d'exploration concernant les frais de prospection et d'évaluation de 2011. La Société a provisionné le crédit d'exploration qu'elle demande pour l'année 2012 soit 324 752 \$. Un montant de 65 601 \$ a aussi été reçu par rapport aux droits miniers. La Société devrait recevoir, plus tard, le montant cumulatif des droits miniers de 97 081 \$.

The Corporation received its exploration credit of \$353,501 regarding its exploration and evaluation expenses of 2011. As at December 31, 2012, the Corporation has recorded a provision of \$324,752 regarding the exploration credit it asks for 2012. An amount of \$65,601 has also been received in regards of mining rights. The Corporation should receive later its cumulative mining rights of \$97,081.

La situation financière de la Société est présentement précaire mais avec le crédit d'impôt relatif aux ressources à recevoir de plus de 324 000 \$, la Société croit être en mesure de maintenir ses activités pour les douze prochains mois. Par contre, pour poursuivre d'autres travaux sur ses propriétés, la Société devra envisager un financement ou vendre ou faire optionner certains de ses actifs.

The Corporation actually believes that, with its tax credit related to resources receivable of more than \$324,000, it has the necessary financial resources to maintain its activities for the next 12 months. However, to pursue other work on its properties, the Corporation will have to consider a financing or selling or optioning some of its assets.

ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION / EXPLORATION AND EVALUATION ASSETS

	Solde au 31 décembre 2011		Crédits d'impôts Tax credits	Cession Disposal	Dépréciation Impairment	Solde au 31 décembre 2012
	Balance as at December 31, 2011	Augmentation Addition				Balance as at December 31, 2012
	\$	\$	\$		\$	\$
Propriétés au Canada Properties in Canada						
Galinée	142 497	3 523	(3 024)	-	(142 996)	-
Bousquet	6 676	14 383	(12 346)	(8 713)	-	-
Carpentier	-	360	-	-	(360)	-
Laforce	748 709	360	-	-	(749 069)	-
Baby-Midrim	231 725	1 919	-	-	(233 644)	-
Régionale-Témiscamingue	1 291 696	16 126	(12 856)	-	(1 294 966)	-
Lac Sairs	2 024 384	339 114	(281 531)	-	-	2 081 967
Scott	-	630	-	-	(630)	-
Gaboury	416 181	11 365	(7 549)	-	-	419 997
Vanier	264 835	20 180	(17 323)	-	(267 692)	-
Desgagné-Moly	-	36 770	-	-	(36 770)	-
Kipawa (Landry)	-	720	-	-	(720)	-
Nicobi	338 313	27 563	(23 659)	-	(342 217)	-
	<u>5 465 016</u>	<u>473 013</u>	<u>(358 288)</u>	<u>(8 713)</u>	<u>(3 069 064)</u>	<u>2 501 964</u>

ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION / EXPLORATION AND EVALUATION ASSETS

	Solde au 31 décembre 2010		Crédits d'impôts Tax credits	Dépréciation Impairment	Solde au 31 décembre 2011
Propriétés au Canada Properties in Canada	Balance as at December 31, 2010	Augmentation Addition			Balance as at December 31, 2011
	\$	\$	\$	\$	\$
Galinée	141 258	1 500	(261)	-	142 497
Blondeau-nickel	88 097	-	-	(88 097)	-
Bousquet	6 676	-	-	-	6 676
Cavelier	37 074	-	-	(37 074)	-
Carpentier	96 480	1 550	(270)	(97 760)	-
Laforce	746 399	2 798	(488)	-	748 709
Baby-Midrim	231 725	-	-	-	231 725
Régionale-Témiscamingue	1 230 911	69 060	(8 275)	-	1 291 696
Lac Sairs	1 308 476	896 908	(150 939)	(30 061)	2 024 384
Scott	46 910	-	-	(46 910)	-
Gaboury	142 576	331 291	(57 686)	-	416 181
Vanier	34 219	279 238	(48 622)	-	264 835
Michikamats	63 375	9 076	-	(72 451)	-
Desgagné-Moly	4 740	332 090	(57 825)	(279 005)	-
Nicobi	-	409 641	(71 328)	-	338 313
	<u>4 178 916</u>	<u>2 333 152</u>	<u>(395 694)</u>	<u>(651 358)</u>	<u>5 465 016</u>

	2012	2011	
	\$	\$	
Frais de prospection et d'évaluation			Exploration and evaluation expenses
Géologie	237 535	433 069	Geology
Forage	139 176	1 129 906	Drilling
Analyse	58 234	94 874	Analysis
Coupe de ligne	-	233 088	Line cutting
Géophysique	-	202 850	Geophysics
Autres frais d'exploration	<u>38 068</u>	<u>239 365</u>	Other exploration expenses
Augmentation des frais de prospection et d'évaluation	473 013	2 333 152	Increase of exploration and evaluation expenses
Crédit d'impôts miniers et crédit d'impôt relatif aux ressources	(358 288)	(395 694)	Mining tax credit and tax credit related to resources
Frais de prospection et d'évaluation liés à la propriété minière cédée	(8 713)	-	Exploration and evaluation expenses related to the mining property disposed
Dépréciation	(3 069 064)	(651 358)	Impairment
Solde au début	<u>5 465 016</u>	<u>4 178 916</u>	Balance, beginning of year
Solde à la fin	<u>2 501 964</u>	<u>5 465 016</u>	Balance, end of year

Autres frais d'exploration

Other exploration expenses

Voici le détail des autres frais d'exploration pour les exercices terminés le 31 décembre / This is the detail for other exploration expenses for years ended December 31 :

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	
	\$	\$	
Logistique, cartes, télécommunications	255	6 929	Maps, telecommunications, logistic
Frais du bureau d'exploration	12 606	13 750	Exploration office facilities
Déplacements et hébergement	4 210	62 304	Travel expenses and accommodations
Honoraires de supervision des travaux	20 997	156 382	Fees for supervision of work
	<u>38 068</u>	<u>239 365</u>	

Propriétés / Properties	Dépenses effectuées au cours de l'exercice 2011 / Expenses for fiscal year 2011	Dépenses effectuées au cours de l'exercice 2012 / Expenses for fiscal year 2012	Objectifs futurs / Future goals
	\$	\$	
Galinée	1 500	3 523	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Bousquet	-	14 383	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Carpentier	1 550	360	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Laforce	2 798	360	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Baby-Midrim	-	1 919	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Régionale- Témiscamingue	69 060	16 126	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Lac Sairs	896 908	339 114	Continuer les travaux de forages près de la récente découverte / Continue drilling near the recent discovery.
Scott	-	630	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Gaboury	331 291	11 365	Géologie détaillée et forages sur cibles identifiées / Detailed geology and drilling on targets previously identified.
Vanier	279 238	20 180	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Michikamats	9 076	-	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Desgagné-Moly	332 090	36 770	Cette propriété a été radiée / This property was written-off.
Kipawa (Landry)	-	720	Cette propriété a été radiée / This property was written-off.
Nicobi	409 641	27 563	Cette propriété a été radiée / This property was written-off.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (non audités)
SUMMARY OF QUARTERLY RESULTS (unaudited)

Années / Years	2012	2012	2012	2012	2011	2011	2011	2011
Trimestre / Quarter	Q4	Q3	Q2	Q1	Q4	Q3	Q2	Q1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenu d'intérêts / Interest revenue	372	771	579	736	1 543	926	3 767	4 542
Perte nette / Net loss	(5 668 299)	(114 086)	(112 414)	40 582	(410 870)	(840 671)	(141 487)	(114 640)
Perte nette par action de base et diluée / Basic and diluted net loss per share	(0,08)	(0,00)	(0,00)	0,00	(0,01)	(0,01)	(0,00)	(0,00)

Quatrième trimestre

Étant donné que la Société ne génère pas ou peu de revenu, la variation des résultats par trimestre ne peut s'expliquer par les conditions du marché. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, la Société a enregistré une perte nette de 5 668 299 \$ comparativement à une perte nette de 410 870 \$ pour la même période en 2011. La perte nette du dernier trimestre inclut un avantage d'impôts sur le résultat et impôts différés de 701 171 \$ alors que le même trimestre de 2011 incluait un avantage de 434 225 \$. Au cours du dernier trimestre de 2012, la Société a déprécié des propriétés et leurs frais de prospection et d'évaluation pour 3 526 913 \$ et 3 069 064 \$ respectivement (propriétés et frais de prospection et d'évaluation de 196 860 \$ et 578 907 \$ respectivement pour le même trimestre en 2011). Les frais de bureau du dernier trimestre de 2012 ont été peu élevés à 4 973 \$ négatif contre 977 \$ pour le dernier trimestre de 2011. Les dépenses de télécommunications ont légèrement diminuées passant de 3 115 \$ pour le dernier trimestre de 2011 à 2 405 \$ pour le dernier trimestre de 2012. Les dépenses de conférences et promotion ont été moins élevés passant de 12 958 \$ pour le dernier trimestre de 2011 à aucun montant pour le dernier trimestre de 2012. Cette diminution est surtout attribué au fait que la Société réduit au maximum les dépenses de cette nature compte tenu de sa situation financière précaire. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont un peu diminué passant de 3 365 \$ pour le dernier trimestre 2011 à 2 773 \$ le dernier trimestre de 2012. Les honoraires de consultants ont diminué passant de 60 035 \$ pour le dernier trimestre de 2011 à 37 320 \$ pour le dernier trimestre de 2012. L'écart s'explique par le ralentissement des activités de la Société.

Les honoraires professionnels du dernier trimestre de 2012 ont été plus élevés à 8 714 \$ comparativement à 2 620 \$ pour le dernier trimestre de 2011. Les autres dépenses d'administration ont été relativement stables, sont cycliques et fluctuent selon les événements qui se présentent, ceux-ci n'étant pas nécessairement prévisibles. La Société a enregistré des revenus d'intérêts provenant de ses liquidités de 372 \$ pour le dernier trimestre de 2012 comparativement à 1 543 \$ pour le dernier trimestre de 2011. La Société a enregistré un gain sur règlement de dettes de 276 027 \$ (aucun en 2011) puisque la Société a émis 11 041 100 actions à 0,05 \$ pour rembourser une partie des montants dus à trois fournisseurs alors que la valeur au marché à la date des ententes était de 0,025 \$ par action.

Opérations projetées

La Société ne prévoit pas, pour le moment, la cession ou l'acquisition d'actifs miniers importants.

Arrangements hors bilan

Aucun.

Fourth quarter

As the Corporation does not generate significant revenue, variations in quarterly results could not be explained by market conditions. For the last quarter ending December 31, 2012, the Corporation recorded a net loss of \$5,668,299 in comparison of a net loss of \$410,870 for the same period in 2011. The net loss for the last quarter of 2012 includes income taxes and differed taxes advantage of \$701,171 and the same quarter of 2011 include income taxes and deferred taxes advantage of \$434,225. During the last quarter of 2012, the Corporation impaired properties and their exploration and evaluation expenses for \$3,526,913 and \$3,069,064 respectively (properties and exploration and evaluation expenses of \$196,860 and \$578,907 respectively for the same quarter in 2011). General administrative expenses were relatively low for the last quarter of 2012 at minus \$4,973 against \$977 for the last quarter of 2011. Expenses for telecommunications were slightly lower from \$3,115 for the last quarter of 2011 at \$2,405 for the last quarter of 2012. Expenses for conference and promotion were much lower from \$12,958 for the last quarter of 2011 at nothing for the last quarter of 2012. This decrease is mainly attributed to the fact that the Corporation minimizes expenses of this nature given its precarious financial situation. Allocated sums for public company expenses have increased from \$3,365 for the last quarter of 2011 to \$2,773 for the last quarter of 2012. Consultant fees have slightly decreased and went from \$60,035 for the last quarter of 2011 to \$37,320 for the last quarter of 2012. The difference is explained by the slowdown of the Corporation's activities.

Professional fees for the last quarter of 2012 were higher to \$8,714 against \$2,620 for the last quarter of 2011. The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable. The Corporation registered interest income of \$372 for the last quarter of 2012 in comparison of \$1,543 for the same quarter of 2011. The Corporation recorded a gain on debt settlement to \$276,027 (none in 2011) because it has issued 11,041,100 common shares at \$0.05 reimburse part of the amount due to three suppliers when the fair value at the date of the agreements was \$0.025 per share.

Projected operations

The Corporation does not foresee for the moment any important acquisition or disposal of property.

Off-balance sheet arrangement

None.

Opérations entre apparentés et objectifs commerciaux

Related party transactions and commercial objectives

Le tableau suivant présente les opérations conclues avec les parties liées et les soldes à payer pour chacune des parties liées à la Société :

The table below shows related party transactions and balances payable for each of the Corporation's related party:

	Pour l'exercice clos le 31 décembre / For the year ended December 31		
	2012	2011	
	\$	\$	
Société contrôlée par le chef de la direction (président de la Société)			Corporation controlled by the Chief Executive Officer (president of the Corporation)
Honoraires de consultant	100 000	100 000	Consulting fees
Solde inclus dans les crédateurs et charges à payer	28 744	47 469	Balance included in accounts payable and accrued liabilities
Société contrôlée par le chef des finances (secrétaire de la Société)			Corporation controlled by the Chief Financial Officer (secretary of the Corporation)
Honoraires de consultants	62 300	147 340	Consulting fees
Conférences et promotion	-	12 495	Conferences and promotion
Solde inclus dans les crédateurs et charges à payer	14 165	39 828	Balance included in accounts payable and accrued liabilities
Société contrôlée par le chef de la direction et par le chef des finances de la Société			Corporation controlled by the Chief Executive Officer and the Chief Financial Officer of the Corporation
Charges locatives	18 000	18 000	Rent expenses
Solde inclus dans les crédateurs et charges à payer	-	-	Balance included in accounts payable and accrued liabilities
Administrateurs et hauts dirigeants			Directors and key management personnel
Rémunération et paiements à base d'actions	38 500	144 450	Share-based compensation
Solde inclus dans les crédateurs et charges à payer	-	-	Balance included in accounts payable and accrued liabilities

Ces opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur de transaction, soit le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

The transactions are in the normal course of operations and are measured at transaction value, which is the amount of consideration established and agreed by the related parties.

Méthodes et estimations comptables importantes

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les méthodes et estimations comptables importantes de la Société sont publiées et décrites dans les états financiers audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées ci-dessous.

Propriétés minières et actifs de prospection et d'évaluation

Les dépenses engagées avant que l'entité n'ait obtenu les droits légaux de prospecter une zone spécifique sont comptabilisées en charge. Les dépenses liées au développement des ressources minérales ne sont pas comptabilisées en tant que frais de prospection et d'évaluation reportés. Les dépenses liées au développement sont inscrites à l'actif seulement après que la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone spécifique aient été démontrées et lorsque les critères de comptabilisation d'IAS 16 *Immobilisations corporelles* ou d'IAS 38 *Immobilisations incorporelles* sont satisfaits.

Les coûts reliés à l'acquisition des propriétés minières et aux dépenses de prospection et d'évaluation sont capitalisés par propriété jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées. Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les coûts capitalisés aux frais de prospection et d'évaluation sont reclassés à titre d'actifs miniers en développement. Les actifs de prospection et d'évaluation sont soumis à un test de dépréciation avant le reclassement, et toute perte de valeur doit être alors comptabilisée.

Rémunération et paiements fondés sur des actions

La Société comptabilise la charge de rémunération à base d'actions sur la période d'acquisition des droits aux options d'achat d'actions. Les options d'achat d'actions octroyées aux employés et aux administrateurs et le coût des services reçus en contrepartie sont évalués et constatés sur la base de la juste valeur en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Activités Commerciales et Mesures clés de Performance

La Société n'est soumise à aucun engagement financier ou ratios clés.

Critical accounting policies and estimates

The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect amounts reported in the financial statements and accompanying notes. There is a full disclosure and description of the Corporation's critical accounting policies and critical accounting estimates in the audited financial statements for the year ended December 31, 2012.

The significant accounting policies that have been applied in the preparation of these financial statements are summarized below.

Mining Properties and Exploration and Evaluation Assets

Expenditures incurred before the entity has obtained the legal rights to explore a specific area are recognized as expenses. Expenditures related to the development of mineral resources are not recognized as deferred exploration and evaluation expenses. Expenditures related to the development are accounted as an asset only when the technical feasibility and commercial viability of a specific area are demonstrated and when recognition criteria of IAS 16 *Property, Plant and Equipment* or IAS 38 *Intangible Assets* are fulfilled.

Costs related to the acquisition of mining properties and to exploration and evaluation expenditures are capitalized by property until the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrable. When the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrated, exploration and evaluation assets are reclassified as mining assets under development. Exploration and evaluation assets are assessed for impairment before reclassification, and any impairment loss recognized.

Share-based Payment

The Corporation accounts for stock-based compensation over the vesting period of the rights to stock options. Share purchase options granted to employees and directors and the cost of services received are evaluated and recognized on fair value basis using the Black-Scholes option pricing model.

Business Activities and Key Performance Measures

The Corporation is not subject to any financial covenants or key ratios.

Activités en cours

L'achèvement des phases de mise en œuvre et de commencement de la post-mise en œuvre vont impliquer un suivi continu des changements mis en œuvre jusqu'à maintenant pour assurer la complétion et la précision de l'information financière sous IFRS. En particulier, il pourrait y avoir de nouveaux ajouts ou révisions d'IFRS ou d'IFRIC en rapport à la consolidation, aux coentreprises, aux instruments financiers, la comptabilité de couverture, aux opérations abandonnées, aux baux, aux avantages sociaux, à la comptabilisation de revenus et les frais de découverte dans la phase de production d'une mine à ciel ouvert. La Société fait également remarquer que l'ISAB travaille actuellement sur un projet des industries extractives, qui pourrait avoir un impact significatif sur les états financiers de la Société principalement dans les domaines de la capitalisation des coûts de prospection et d'évaluation et d'informations à fournir. Il y a des processus en place pour s'assurer que les changements potentiels sont suivis et évalués. L'impact de toute nouvelle norme IFRS et interprétation de l'IFRIC seront évalués lorsqu'elles seront rédigées et publiés.

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

Les activités de la Société sont exposées à divers risques financiers : le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidités.

a) Risque de marché

i) Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers. La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des autres débiteurs, de l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation et des créiteurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les placements sont comptabilisés à la juste valeur. La juste valeur des débetures et de la dette à long terme correspond approximativement à leur valeur comptable car elles portent intérêt à un taux semblable à ce que la Société pourrait avoir sur le marché.

ii) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

La trésorerie et équivalents de trésorerie, l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation et les placements sont évalués à la juste valeur et ils sont catégorisés de niveau 1. Leur évaluation est basée sur des données observables sur le marché.

iii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Au cours de l'exercice, la Société a contracté une dette à long terme qui porte intérêt à un taux fixe de 0,9 % et a émis deux débetures portant intérêt à un taux fixe de 6 %. Par conséquent, en relation avec celles-ci, la Société est exposée à une variation de la juste valeur. Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

Ongoing activities

The completion of the Implementation and commencement of Post-Implementation phases will involve continuous monitoring of the changes implemented to date to ensure completeness and accuracy of IFRS financial reporting. In particular, there may be additional new or revised IFRSs or IFRICs in relation to consolidation, joint ventures, financial instruments, hedge accounting, discontinued operations, leases, employee benefits, revenue recognition and stripping costs in the production phase of a surface mine. The Corporation also notes that the International Accounting Standards Board is currently working on an extractive industries project, which could significantly impact the Corporation's financial statements primarily in the areas of capitalization of exploration and evaluation costs and disclosures. There are processes in place to ensure that potential changes are monitored and evaluated. The impact of any new IFRSs and IFRIC Interpretations will be evaluated as they are drafted and published.

Financial risk management objectives and policies

The Corporation's activities are exposed to financial risks: market risk, credit risk and liquidity risk.

a) Market risk

i) Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position date, based on relevant market information and other information about the financial instruments. Fair value of cash and cash equivalents, other accounts receivable, cash reserved for exploration and evaluation and accounts payable and accrued liabilities approximate carrying value due to their short-term. Investments are recorded at fair value. Fair value of debentures and long-term debt approximate carrying value as they bear interest at a similar rate to what the Corporation might have on the market.

ii) Fair value hierarchy

Cash and cash equivalents, cash reserved for exploration and evaluation and investments are measured at fair value and they are categorized in level 1. This valuation is based on data observed in the market.

iii) Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. During the year, the Corporation contracted long-term debt which bears interest at fixed rate of 0.9% and issued two debentures bearing interest at fixed rate of 6%. Accordingly, in relation with these items, there is an exposure to fair value variation. The other financial assets and liabilities are not exposed to interest rate risk because they do not bear interest.

iv) Risque de change

La Société n'est pas exposée à des fluctuations monétaires car toutes les transactions se sont effectuées en dollars canadiens.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La trésorerie et équivalents de trésorerie, les autres débiteurs et l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation sont les principaux instruments financiers de la Société qui sont potentiellement assujettis au risque de crédit. Le risque de crédit sur la trésorerie et équivalents de trésorerie et sur l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales. Par conséquent, la Société ne s'attend pas à ce que les contreparties manquent à leurs obligations. La valeur comptable de ces instruments financiers représente l'exposition maximale de la Société face au risque de crédit et il n'y a eu aucune variation significative du risque de crédit depuis le dernier exercice.

c) Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Au 31 décembre 2012, les liquidités dont dispose la Société s'élèvent à 137 554 \$ et son fonds de roulement s'élève à 534 395 \$. Afin de pouvoir continuer ses opérations, la Société aura à trouver du financement supplémentaire et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Il subsiste actuellement un risque que la Société soit dans l'incapacité à trouver du financement même si la direction est d'avis qu'elle pourra réaliser le financement nécessaire pour faire face à ses engagements futurs.

Facteurs de risque

Les énoncés suivants présentent un certain nombre de risques importants qui, de l'avis de la direction, peuvent avoir une incidence sur les affaires de la Société. Il existe également d'autres risques, non décrits ci-dessous, qui existent actuellement ou qui pourraient survenir dans le futur à l'égard des opérations de la Société.

Risques inhérents à l'exploration minière

L'exploration minière implique un haut degré de risques. Seulement quelques propriétés qui sont explorées sont ultimement développées en mines productrices. Actuellement, il n'existe aucun gisement connu de minerai commercial sur les propriétés minières dont la Société possède un intérêt et le programme proposé d'exploration est une recherche exploratoire pour du minerai. Des formations inhabituelles ou imprévues, des feux, des pertes d'énergie, le manque de main-d'oeuvre, des inondations, des éboulements, des glissements de terrain et l'incapacité d'obtenir la machinerie, l'équipement ou la main-d'oeuvre appropriés sont d'autres risques impliqués dans la conduite de programmes d'exploration. La Société, de temps à autre, augmente son expertise interne d'exploration et d'opération avec des conseils de consultants ou autres lorsque requis. La viabilité commerciale d'un gisement aurifère ou autres minéraux dépend de plusieurs facteurs incluant le coût des opérations, la variation de la teneur du minerai et les fluctuations dans le prix du minerai produit. Il n'y a aucune installation souterraine ou de surface sur les propriétés minières de la Société. Les programmes réalisés sur une propriété minière de la Société constituerait une recherche exploratoire pour du minerai.

iv) Currency risk

The Corporation is not exposed to currency fluctuations as all transactions occur in Canadian dollars.

b) Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument fails to discharge an obligation and causes the other party to incur a financial loss. Financial instruments which potentially expose the Corporation to credit risk mainly consist of cash and cash equivalents, other accounts receivable and cash reserved for exploration and evaluation. The credit risk on cash and cash equivalents and cash reserved for exploration and evaluation is limited because the counterparties are banks with high credit ratings assigned by international credit-rating agencies. Therefore, the Corporation does not expect any treasury counterparties to fail in respecting their obligations. The carrying value of these financial instruments represent the Corporation's maximum exposure to credit risk and there has been no significant change in credit risk since prior year.

c) Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not be able to meet the obligations associated with its financial liabilities. As at December 31, 2012 the Corporation's liquidities are amounting to \$137,554 and its working capital is amounting to \$534,395. In order to continue its operation, the Corporation will have to find additional fund and despite the fact it has been successful in the past, there is no guarantee for the future. Actually, there remains a risk that the Corporation is unable to find cash even if the management believes that it will find the necessary cash to meet its future commitments.

Risks and uncertainties

The following discussions review a number of important risks which management believes could impact the Corporation's business. There are other risks, not identified below, which currently, or may in the future exist in the Corporation's operating environment.

Exploration and Mining Risks

The business of exploration for minerals and mining involves a high degree of risk. Few properties that are explored are ultimately developed into producing mines. Currently, there are no known bodies of commercial ore on the mineral properties of which the Corporation intends to acquire an interest and the proposed exploration program is an exploratory search for ore. Unusual or unexpected formations, formation pressures, fires, power outages, labor disruptions, flooding, cave-ins, landslides and the inability to obtain suitable or adequate machinery, equipment or labor are other risks involved in the conduct of exploration programs. The Corporation, from time to time, increases its internal exploration and operating expertise with due advice from consultants and others as required. The economics of developing gold and other mineral properties is affected by many factors including the cost of operations, variation of the grade of ore mined and fluctuations in the price of any minerals produced. There are no underground or surface plants or equipment on the Corporation's mineral properties. Programs conducted on the Corporation's mineral property would be an exploratory search for ore.

Titres de propriété

Bien que la Société ait pris des mesures diligentes afin d'obtenir les titres pour les propriétés minières dans lesquelles elle a un intérêt financier, et qu'au meilleur de sa connaissance, les titres de ces propriétés sont en bonne condition, cela ne constitue pas une garantie de titre. Les propriétés peuvent être assujetties à des ententes précédentes ou transferts non enregistrés, à des revendications territoriales des premières nations ou des gouvernements et au non-respect de dispositions réglementaires.

Permis et licences

Les opérations de la Société peuvent requérir des permis et licences de différentes autorités gouvernementales. Il ne peut y avoir d'assurance que la Société peut obtenir tous les permis et licences qui peuvent être requis aux fins de l'exploration, du développement et des opérations minières sur ses projets.

Prix des métaux

Même si les programmes d'exploration de la Société sont couronnés de succès, des facteurs hors du contrôle de la Société peuvent affecter la mise en marché des minéraux découverts. Historiquement, les prix des métaux ont fluctué largement et sont affectés par de nombreux facteurs hors du contrôle de la Société, incluant la conjoncture internationale, économique et politique, les anticipations sur l'inflation, les fluctuations de taux de change, les taux d'intérêt, les modèles de consommations globales et régionales, les activités spéculatives et les niveaux de production mondiale. L'effet de ces facteurs ne peut pas être prévu précisément.

Compétition

L'industrie minière est intensément compétitive dans toutes ses phases. La Société est en compétition avec plusieurs sociétés possédant de plus grandes ressources financières et facilités techniques qu'elle pour l'acquisition d'intérêts miniers aussi bien que pour le recrutement et la rétention de personnel qualifié.

Règlements environnementaux

Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement énoncées de temps à autre par les agences gouvernementales. Les lois environnementales impliquent des restrictions à l'égard de déversements, de l'émission de substances variées produites dans le cadre d'opérations minières, telles que l'infiltration de parcs à résidus qui résulterait en pollution de l'environnement. Cette législation peut générer l'imposition d'amendes et de pénalités. De plus, certains types d'opérations nécessitent la soumission et l'autorisation d'avis d'impact environnemental. La réglementation environnementale évolue, ce qui signifie que les standards sont plus stricts et que les pénalités pour non-conformité sont plus élevées. Les approbations environnementales des projets proposés comportent un degré élevé de responsabilité pour les sociétés et les administrateurs, dirigeants et employés. Le coût de conformité aux changements ou règles gouvernementales ont le potentiel de réduire la rentabilité des opérations. La Société entend pleinement se conformer à toutes les règles environnementales.

Titles to Property

While the Corporation has diligently investigated title to the various properties in which it has interest, and to the best of its knowledge, title to those properties are in good standing, this should not be construed as a guarantee of title. The properties may be subject to prior unregistered agreements or transfer, or native or government land claims, and title may be affected by undetected defects.

Permits and Licenses

The Corporation's operations may require licenses and permits from various governmental authorities. There can be no assurance that the Corporation will be able to obtain all necessary licenses and permits that may be required to carry out exploration, development and mining operations at its projects.

Metal Prices

Even if the Corporation's exploration programs are successful, factors beyond the control of the Corporation may affect marketability of any minerals discovered. Metal prices have historically fluctuated widely and are affected by numerous factors beyond the Corporation's control, including international, economic and political trends, expectations for inflation, currency exchange fluctuations, interest rates, global or regional consumption patterns, speculative activities and worldwide production levels. The effect of these factors cannot accurately be predicted.

Competition

The mining industry is intensely competitive in all its phases. The Corporation competes with many companies possessing greater financial resources and technical facilities than itself for the acquisition of mineral interests as well as for recruitment and retention of qualified employees.

Environmental Regulations

The Corporation's operations are subject to environmental regulations promulgated by government agencies from time to time. Environmental legislation provides for restrictions and prohibitions of spills, release or emission of various substances produced in association with certain mining industry operations, such as seepage from tailing disposal areas, which could result in environmental pollution. A breach of such legislation may result in imposition of fines and penalties. In addition, certain types of operations require submissions to and approval of environmental impact assessments. Environmental legislation is evolving in a manner, which means stricter standards, and enforcement, fines and penalties for non-compliance are more stringent. Environmental assessments of proposed projects carry a heightened degree of responsibility for companies and directors, officers and employees. The cost of compliance with changes in governmental regulations has a potential to reduce the profitability of operations. The Corporation intends to fully comply with all environmental regulations.

Conflits d'intérêts

Certains administrateurs ou administrateurs proposés de la Société sont aussi administrateurs, dirigeants ou actionnaires d'autres compagnies qui sont aussi engagées dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de ressources naturelles. De telles associations peuvent provoquer des conflits d'intérêts de temps en temps. Les administrateurs de la Société sont requis par la loi d'agir honnêtement et de bonne foi au meilleur intérêt de la Société et de dévoiler tout intérêt qu'ils puissent avoir dans tout projet ou opportunité de la Société. Si un conflit d'intérêts survient à une réunion du conseil d'administration, tout administrateur en conflit dévoilera son intérêt et s'abstiendra de voter sur ce point. Pour déterminer si oui ou non, la Société participera dans tout projet ou opportunité, les administrateurs considéreront premièrement le degré de risque auquel la Société s'expose et sa situation financière à ce moment.

Stade d'exploration

Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai. La Société n'a pas d'historique de revenus ou de retour sur investissement, et dans le futur, il n'y a aucune assurance qu'elle produira des revenus, qu'elle opérera à profit ou qu'elle procurera un retour sur l'investissement.

Conditions de l'industrie

Les opérations d'extraction et de traitement sont sujettes aux règles gouvernementales. Les opérations peuvent être affectées à différents degrés par les règles gouvernementales telles que des restrictions sur la production, des contrôles de prix, des hausses d'impôts, l'expropriation de propriété, des contrôles de pollution ou des changements aux conditions sous lesquelles le minerai peut être extrait, traité ou vendu. La vente du minerai peut être affectée par plusieurs facteurs hors du contrôle de la Société, tels que les règlements gouvernementaux. La Société entreprend des travaux d'exploration dans des zones qui sont ou pourraient faire l'objet de réclamations de la part des premières nations. Ces réclamations pourraient retarder les travaux ou en augmenter les coûts. L'effet de ces facteurs ne peut pas être déterminé précisément.

Risques non assurés

Des risques tels que des conditions géologiques inhabituelles sont impliqués dans l'exploration et le développement de gisements miniers. La Société peut devenir responsable pour la pollution ou autres risques qui ne peuvent pas être assurés ou contre lesquels la Société peut choisir de ne pas s'assurer à cause des fortes primes ou pour d'autres raisons. Le paiement de telles responsabilités pourrait résulter en la perte d'actifs pour la Société ou l'insolvabilité de la Société.

Besoins en capitaux

L'exploration, la mise en valeur, le traitement et l'exploitation des propriétés de la Société exigeront un financement supplémentaire considérable. Les seules sources de fonds disponibles pour la Société sont l'émission de capital-actions additionnel. Il n'existe aucune assurance que de tels financements seront disponibles à la Société ni qu'ils le seront selon des modalités favorables à la Société ou qu'ils seront suffisants pour répondre aux besoins de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et sur sa situation financière. L'impossibilité d'obtenir un financement suffisant peut entraîner un retard, voire le report indéterminé des travaux d'exploration, de mise en valeur ou de production sur l'une ou l'ensemble des propriétés de la Société, et même occasionner la perte de sa participation dans une propriété.

Conflicts of Interest

Certain directors or proposed directors of the Corporation are also directors, officers or shareholders of other companies that are similarly engaged in the business of acquiring, developing and exploiting natural resource properties. Such associations may give rise to conflicts of interest from time to time. The directors of the Corporation are required by law to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation and to disclose any interest, which they may have in any project or opportunity of the Corporation. If a conflict of interest arises at a meeting of the board of directors, any director in a conflict will disclose his interest and abstain from voting on such matter. In determining whether or not the Corporation will participate in any project or opportunity, the directors will primarily consider the degree of risk to which the Corporation may be exposed and its financial position at that time.

Stage of Exploration

The Corporation's properties are in the exploration stage and to date none of them have a proven ore body. The Corporation does not have a history of earnings or the provision of return on investment, and in future there is no assurance that it will produce revenue, operate profitably or provide a return on investment.

Industry Conditions

Mining and milling operations are subject to government regulations. Operations may be affected in varying degrees by government regulations such as restrictions on production, price controls, tax increases, expropriation of property, pollution controls or changes in conditions under which minerals may be mined, milled or marketed. The marketability of minerals may be affected by numerous factors beyond the control of the Corporation, such as government regulations. The Corporation undertakes exploration in areas that are or could be the subject of native land claims. Such claims could delay work or increase exploration costs. The effect of these factors cannot be accurately determined.

Uninsured Hazards

Hazards such as unusual geological conditions are involved in exploring for and developing mineral deposits. The Corporation may become subject to liability for pollution or other hazards, which cannot be insured against or against which the Corporation may elect not to insure because of high premium costs or other reasons. The payment of any such liability could result in the loss of Corporation assets or the insolvency of the Corporation.

Capital Needs

The exploration, development, mining and processing of the Corporation's properties will require substantial additional financing. The only current source of future funds available to the Corporation is the sale of additional equity capital. There is no assurance that such funding will be available to the Corporation or that it will be obtained on terms favourable to the Corporation or will provide the Corporation with sufficient funds to meet its objectives, which may adversely affect the Corporation's business and financial position. Failure to obtain sufficient financing may result in delaying or indefinite postponement of exploration, development or production on any or all of the Corporation's properties or even a loss of property interest.

Employés clés

La direction de la Société repose sur quelques dirigeants clés, dont la perte pourrait avoir un effet nuisible sur ses opérations.

Agence du Revenu du Canada et agences provinciales

Aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que l'Agence du Revenu du Canada ou les agences provinciales soit d'accord avec la qualification des dépenses de la Société au titre de dépenses canadiennes d'exploration ou de dépenses canadiennes de développement ou l'admissibilité de telles dépenses au titre de dépenses canadiennes d'exploration sous la Loi de l'impôt du Canada ou sous tout équivalent provincial.

Mise en garde concernant les renseignements prospectifs

Certains énoncés de ce document, qui ne sont pas appuyés par des faits historiques, sont d'ordre prospectif, ce qui signifie qu'ils comportent des risques, des incertitudes et des éléments qui pourraient faire en sorte que les véritables résultats diffèrent des résultats prédits ou sous-entendus par ces mêmes énoncés prospectifs. Il existe de nombreux facteurs qui pourraient causer une telle disparité, notamment l'instabilité des prix du marché des métaux, les répercussions des fluctuations des cours de change des devises étrangères et des taux d'intérêts, des réserves mal estimées, les risques pour l'environnement (réglementations plus sévères), les situations géologiques imprévues, les conditions défavorables à l'extraction, les risques politiques entraînés par l'exploitation minière dans des pays en voie de développement, les changements de réglementation et de politiques gouvernementales (lois ou politiques), le défaut d'obtenir les permis nécessaires et les approbations des instances gouvernementales, ou tout autre risque lié à l'exploitation et au développement. Même si la Société croit que les hypothèses découlant des énoncés prospectifs sont plausibles, il est fortement recommandé de ne pas accorder une confiance excessive à ces énoncés, qui ne sont valables qu'au moment de la rédaction de ce document.

Informations additionnelles pour les émetteurs émergents n'ayant pas de revenu significatif

La Société fournit l'information sur les actifs de prospection et d'évaluation dans la note 8 de ses états financiers annuels terminés le 31 décembre 2012.

La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les propriétés minières et les actifs d'exploration et d'évaluation.

Key Employees

Management of the Corporation rests on a few key officers, the loss of any of whom could have a detrimental effect on its operations.

Canada Revenue Agency and provincial agencies

No assurance can be made that Canada Revenue Agency and provincial agencies will agree with the Corporation's characterization of expenditures as Canadian exploration expenses or Canadian development expense or the eligibility of such expenses as Canadian exploration expense under the Income Tax Act (Canada) or any provincial equivalent.

Forward Looking Statements

Certain statements in this document that are not supported by historical facts are forward-looking, which means that they are subject to risks, uncertainties and other factors that may result in actual results differing from those anticipated or implied by such forward-looking statements. There are many factors that may cause such a disparity, notably unstable metals prices, the impact of fluctuations in foreign exchange markets and interest rates, poor reserves estimates, environmental risks (more stringent regulations), unexpected geological situations, unfavorable mining conditions, political risks arising from mining in developing countries, changing regulations and government policies (laws or policies), failure to obtain required permits and approval from government authorities, or any other risk related to mining and development. Even though the Corporation believes that the assumptions relating to the forward-looking statements are plausible, it is unwise to rely unduly on such statements, which were only valid as of the date of this document.

Additional information for new issuers without significant revenue

The Corporation provides information pertaining exploration and evaluation assets in note 8 of its annual financial statements ended December 31, 2012.

The Corporation has incurred no R & D expenses.

The Corporation has no deferred expenses other than the mining properties and exploration and evaluation assets.

Au 31 décembre 2012 et au 29 avril 2013, le capital-actions de la Société se compose de 79 150 118 actions ordinaires émises et en circulation. / As at December 31, 2012 and as at April 29, 2013, the Corporation's share capital consists of 79,150,118 common shares issued and outstanding.

Au 31 décembre 2012 et au 29 avril 2013, il y a respectivement 4 750 000 et 4 550 000 options d'achat d'actions en circulation. / As at December 31, 2012 and as at April 29, 2013, there are respectively 4,750,000 and 4,550,000 share purchase options outstanding.

Au 31 décembre 2012 et au 29 avril 2013, il y a 3 743 500 bons de souscription en circulation. / As at December 31, 2012 and as at April 29, 2013, there are 3,743,500 warrants outstanding.

Au 31 décembre 2012 et au 29 avril 2013, il y a 374 350 options aux courtiers en circulation. / As at December 31, 2012 and as at April 29, 2013, there are 374,350 broker options outstanding.

Au 29 avril 2013, le détail des options d'achat est comme suit: / As at April 29, 2013, the purchase options read as follows:

Nombre / Number	Prix de levé / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
600 000	0.18 \$	27 juin 2013 / June 27, 2013
625 000	0.10 \$	3 juillet 2014 / July 3, 2014
675 000	0.15 \$	30 juin 2020 / June 30, 2020
1 350 000	0.12 \$	14 juillet 2021 / July 14, 2021
<u>1 300 000</u>	0.10 \$	4 juillet 2022 / July 4, 2022
4 550 000		

Au 29 avril 2013, les bons de souscription se détaillent comme suit: / As at April 29, 2013, warrants read as follows:

Nombre / Number	Prix de levée / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
3 743 500	0.18 \$	29 juin 2013 / June 29, 2013

Au 29 avril 2013, les options aux courtiers se détaillent comme suit: / As at April 29, 2013, broker options read as follows:

Nombre / Number	Prix de levée / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
374 350	0.10 \$	29 juin 2013 / June 29, 2013

Information additionnelle et divulgation continue

La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et d'états financiers trimestriels sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com).

Le 29 avril 2013.

(S) Martin Dallaire

Martin Dallaire, President and CEO

Additional information and ongoing disclosure

The Corporation regularly discloses complementary information by press release and quarterly financial statements on the SEDAR Internet site (www.sedar.com).

April 29, 2013

(S) Sylvain Champagne

Sylvain Champagne, CFO



**EXPLORATION FIELDEX INC. (société d'exploration)
RAPPORT FINANCIER ANNUEL
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011**

**FIELDEX EXPLORATION INC. (an exploration corporation)
ANNUAL FINANCIAL REPORT
YEARS ENDED DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

ÉTATS FINANCIERS

États de la situation financière

États de la perte nette

États de la perte globale

États des variations des capitaux propres

Tableaux des flux de trésorerie

Notes aux états financiers

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

FINANCIAL STATEMENTS

Statements of financial position

Statements of net loss

Statements of comprehensive loss

Statements of changes in equity

Statements of cash flows

Notes to financial statements

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
EXPLORATION FIELDEX INC.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société **EXPLORATION FIELDEX INC.**, qui comprennent les états de la situation financière au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, et les états de la perte nette, de la perte globale, des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the shareholders of
FIELDEX EXPLORATION INC.

We have audited the accompanying financial statements of **FIELDEX EXPLORATION INC.**, which comprise the statements of financial position as at December 31, 2012 and as at December 31, 2011, and the statements of net loss, comprehensive loss, changes in equity and statements of cash flows for the years ended December 31, 2012 and December 31, 2011, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS), and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audits. We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.



DALLAIRE & LAPOINTE INC.

MARC DALLAIRE, CPA, CA
RAYMOND LAPOINTE, CPA, CA
FRANÇOIS DUMONT, CPA, CA

Responsabilité de l'auditeur (suite)

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société **EXPLORATION FIELDEX INC.** au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 conformément aux IFRS.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers qui indique que la Société, étant au stade de l'exploration, n'a pas de revenu provenant de son exploitation. Conséquemment, la direction cherche périodiquement à obtenir du financement afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Ces conditions, conjuguées aux autres éléments décrits à la note 1, la note 14 c et la note 19 c), indiquent l'existence d'incertitudes significatives susceptibles de jeter un doute sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. La direction de la Société a une attente raisonnable que celle-ci sera en mesure d'obtenir le financement nécessaire pour continuer ses opérations dans un avenir prévisible. Ainsi, la Société a continué à préparer ses états financiers sur une base de continuité de l'exploitation.

(signé / signed) Dallaire & Lapointe inc. 1

Rouyn-Noranda, Canada
Le 29 avril 2013
April 29, 2013

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A117035
CPA auditor, CA, public accountancy permit No. A117035

Auditor's Responsibility (continued)

We believe that the audit evidence we have obtained in our audits is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Corporation **FIELDEX EXPLORATION INC.** as at December 31, 2012 and as at December 31, 2011 and its financial performance and its cash flows for the years ended December 31, 2012 and December 31, 2011 in accordance with IFRS.

Emphasis of matter

Without qualifying our opinion, we draw attention to note 1 in the financial statements which indicates that since the Corporation is in exploration stage, it has no revenue from its operating activities. Consequently, management periodically seeks financing to continue its operations and despite the fact that it has been able in the past, there is no guarantee of success for the future. These conditions, along with other matters as set forth in note 1, note 14 c) and note 19 c), indicate the existence of significant uncertainties that may cast doubt about the Corporation's ability to continue as a going concern. The directors of the Corporation have a reasonable expectation that the Corporation will be able to obtain necessary funding to continue in operational existence for the foreseeable future. Thus the Corporation continues to adopt the going concern basis of accounting in preparing financial statements.

EXPLORATION FIELDDEX INC.**FIELDDEX EXPLORATION INC.****ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE****31 DÉCEMBRE**

(en dollars canadiens)

2012**2011****STATEMENTS OF FINANCIAL POSITION****DECEMBER 31**

(in Canadian dollars)

	\$	\$	
ACTIF			ASSETS
Actif courant			Current assets
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	137 554	201 593	Cash and cash equivalents (Note 4)
Placements (note 5)	24 000	132 000	Investments (Note 5)
Autres débiteurs	3 647	2 017	Other accounts receivable
Taxes à recevoir	9 312	112 657	Taxes receivable
Crédit d'impôts miniers à recevoir	97 081	129 149	Mining tax credit receivable
Crédit d'impôt relatif aux ressources à recevoir	324 752	353 501	Tax credit related to resources receivable
Frais payés d'avance	1 947	3 631	Prepaid expenses
Encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation (note 4)	-	504 180	Cash reserved for exploration and evaluation (Note 4)
	<u>598 293</u>	<u>1 438 728</u>	
Actif non courant			Non current asset
Immobilisations corporelles (note 6)	65 609	43 050	Property, plant and equipment (Note 6)
Propriétés minières (note 7)	341 765	3 863 288	Mining properties (Note 7)
Actifs de prospection et d'évaluation (note 8)	2 501 964	5 465 016	Exploration and evaluation assets (Note 8)
	<u>2 909 338</u>	<u>9 371 354</u>	
Total de l'actif	<u><u>3 507 631</u></u>	<u><u>10 810 082</u></u>	Total Assets
PASSIF			LIABILITIES
Passif courant			Current liabilities
Créditeurs et charges à payer	53 507	1 324 904	Accounts payable and accrued liabilities
Autre passif (note 11)	-	199 449	Other liability (Note 11)
Portion de la dette à long terme échéant à court terme (note 9)	10 391	8 909	Current portion of long-term debt (Note 9)
	<u>63 898</u>	<u>1 533 262</u>	
Passif non courant			Non current liabilities
Dette à long terme (note 9)	36 215	9 096	Long-term debt (Note 9)
Composante dette des débetures convertibles (note 10)	302 117	-	Debt component of convertible debentures (Note 10)
Impôts sur le résultat et impôts différés (note 16)	-	643 900	Income taxes and deferred taxes (Note 16)
	<u>338 332</u>	<u>652 996</u>	
Total du passif	<u>402 230</u>	<u>2 186 258</u>	Total Liabilities
CAPITAUX PROPRES			EQUITY
Capital-social (note 12)	22 258 858	21 997 847	Capital stock (Note 12)
Composante capitaux propres des débetures convertibles (note 10)	122 833	-	Equity component of convertible debentures (Note 10)
Surplus d'apport	3 426 927	2 564 760	Contributed surplus
Bons de souscription	69 201	885 868	Warrants
Cumul des autres éléments du résultat global	(105 157)	(11 607)	Accumulated other comprehensive income
Déficit	<u>(22 667 261)</u>	<u>(16 813 044)</u>	Deficit
Total des Capitaux Propres	<u>3 105 401</u>	<u>8 623 824</u>	Total Equity
Total du Passif et des Capitaux Propres	<u><u>3 507 631</u></u>	<u><u>10 810 082</u></u>	Total Liabilities and Equity

PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENT (notes 14 et 15) / CONTINGENT LIABILITIES AND COMMITMENT (Notes 14 and 15)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des états financiers / The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION / ON BEHALF OF THE BOARD,

(s) Martin Dallaire, Administrateur - Director

(s) Sylvain Champagne, Administrateur - Director

EXPLORATION FIELDDEX INC.**FIELDDEX EXPLORATION INC.**

ÉTATS DE LA PERTE NETTE
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE
(en dollars canadiens)

STATEMENTS OF NET LOSS
YEARS ENDED DECEMBER 31
(in Canadian dollars)

	2012	2011	
	\$	\$	
CHARGES			EXPENSES
Honoraires des consultants	162 300	249 415	Consulting fees
Honoraires professionnels	57 532	48 797	Professional fees
Frais de bureau	7 072	12 108	Office expenses
Location des locaux	18 000	18 000	Office rental
Assurances	9 121	9 447	Insurance
Télécommunications	7 174	16 258	Telecommunications
Conférences et promotion	2 041	47 377	Conferences and promotion
Frais associés aux sociétés ouvertes	36 461	34 190	Public company expenses
Rémunération et paiements fondés sur des actions	45 500	165 850	Share-based compensation
Dépréciation de propriétés minières	3 526 913	680 899	Impairment of mining properties
Dépréciation d'actifs de prospection et d'évaluation	3 069 064	651 358	Impairment of exploration and evaluation assets
Amortissement des immobilisations corporelles	19 634	15 581	Amortization of property, plant and equipment
PERTE D'OPÉRATION	6 960 812	1 949 280	OPERATING LOSS
Revenu d'intérêts	(2 458)	(10 778)	Interest revenue
Intérêt sur la dette à long terme	15 055	432	Interest on long-term debt
Gain sur disposition d'une propriété minière et frais de prospection et d'évaluation afférents	(1 330)	-	Gain on disposal of mining property and related exploration and evaluation expenses
Gain sur disposition d'immobilisation corporelle	(12 936)	-	Gain on disposal of property, plant and equipment
Gain sur règlement de dettes	(276 027)	-	Gain on debt settlement
Perte réalisée sur disposition de titres négociables	-	2 959	Realized loss on disposal of marketable securities
	<u>(277 696)</u>	<u>(7 387)</u>	
PERTE AVANT IMPÔTS	6 683 116	1 941 893	LOSS BEFORE INCOME TAXES
Impôts sur le résultat et impôts différés (note 16)	(828 899)	(434 225)	Income taxes and deferred taxes (Note 16)
PERTE NETTE	<u>5 854 217</u>	<u>1 507 668</u>	NET LOSS
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE	<u>0.08</u>	<u>0.02</u>	BASIC AND DILUTED NET LOSS PER SHARE
MOYENNE PONDÉRÉE DES ACTIONS EN CIRCULATION	<u>70 612 874</u>	<u>60 491 645</u>	WEIGHTED AVERAGE NUMBER OF SHARES OUTSTANDING

Les notes aux états financiers font partie intégrante des états financiers. / The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

EXPLORATION FIELDDEX INC.**FIELDDEX EXPLORATION INC.****ÉTATS DE LA PERTE GLOBALE
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE****STATEMENTS OF COMPREHENSIVE LOSS
YEARS ENDED DECEMBER 31**

(en dollars canadiens)

2012**2011**

(in Canadian dollars)

	\$	\$	
PERTE NETTE DE L'EXERCICE	5 854 217	1 507 668	NET LOSS FOR THE YEAR
Variation de la valeur des actifs financiers disponibles à la vente	108 000	308 000	Changes in fair value of available for sale investment
Impôts différés relatifs à la juste valeur	(14 450)	(43 550)	Deferred taxes related to fair value
	<u>93 550</u>	<u>264 450</u>	
Autre élément de la perte globale, net d'impôts			Other comprehensive loss, net of income taxes
PERTE GLOBALE DE L'EXERCICE	<u>5 947 767</u>	<u>1 772 118</u>	COMPREHENSIVE LOSS FOR THE YEAR

Les notes aux états financiers font partie intégrante des états financiers. / The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

EXPLORATION FIELDEX INC.

FIELDEX EXPLORATION INC.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE

YEARS ENDED DECEMBER 31

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

	Nombre d'actions / Number of shares	Capital- social / Capital stock	Composante capitaux propres des déventures convertibles /Equity component of convertible debentures	Bons de souscription / Warrants	Surplus d'apport / Contributed surplus	Cumul des autres éléments du résultat global / Accumulated other comprehensive income (loss)	Déficit / Deficit	Total des capitaux propres / Total equity	
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Solde – 1^{er} janvier 2012	68 109 018	21 997 847	-	885 868	2 564 760	(11 607)	(16 813 044)	8 623 824	Balance – January 1, 2012
Perte nette de l'exercice	-	-	-	-	-	-	(5 854 217)	(5 854 217)	Net loss for the year
Variation de la juste valeur des placements	-	-	-	-	-	(93 550)	-	(93 550)	Variation of fair value of investments
Rémunération et paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	45 500	-	-	45 500	Share-based compensation
Composante capitaux propres de nouvelles déventures convertibles	-	-	122 833	-	-	-	-	122 833	Equity component of new convertible debentures
Expiration de bons de souscription	-	-	-	(816 667)	816 667	-	-	-	Warrants expired
Émission d'actions dans le cadre d'un règlement de dettes	11 041 100	276 028	-	-	-	-	-	276 028	Share issuance related to a debt settlement
Frais d'émission d'actions	-	(15 017)	-	-	-	-	-	(15 017)	Share issuance expenses
Solde – 31 décembre 2012	79 150 118	22 258 858	122 833	69 201	3 426 927	(105 157)	(22 667 261)	3 105 401	Balance – December 31, 2012
Solde – 1^{er} janvier 2011	60 122 018	21 646 702	-	761 111	2 389 820	252 843	(15 305 376)	9 745 100	Balance – January 1, 2011
Perte nette de l'exercice	-	-	-	-	-	-	(1 507 668)	(1 507 668)	Net loss for the year
Variation de la juste valeur des placements	-	-	-	-	-	(264 450)	-	(264 450)	Variation of fair value of investments
Émissions d'actions en lien avec l'acquisition de propriétés minières	500 000	45 000	-	-	-	-	-	45 000	Issuance of shares for acquisition of mining properties
Extension des bons de souscription	-	(55 556)	-	55 556	-	-	-	-	Extension of warrants
Rémunération et paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	165 850	-	-	165 850	Share-based compensation
Financement accreditif	7 487 000	496 450	-	69 201	-	-	-	565 651	Flow-through shares
Frais d'émission d'actions	-	(134 749)	-	-	9 090	-	-	(125 659)	Share issuance expenses
Solde – 31 décembre 2011	68 109 018	21 997 847	-	885 868	2 564 760	(11 607)	(16 813 044)	8 623 824	Balance – December 31, 2011

Les notes aux états financiers font partie intégrante des états financiers. / The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

EXPLORATION FIELDEX INC.

FIELDEX EXPLORATION INC.

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE

STATEMENTS OF CASH FLOWS YEARS ENDED DECEMBER 31

(en dollars canadiens)

2012

2011

(in Canadian dollars)

	\$	\$	
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			OPERATING ACTIVITIES
Perte nette	(5 854 217)	(1 507 668)	Net loss
Éléments n'impliquant aucun mouvement de trésorerie :			Items not involving cash:
Rémunération et paiements fondés sur des actions	45 500	165 850	Share-based compensation
Dépréciation d'actifs de prospection et d'évaluation	3 069 064	651 358	Impairment of exploration and evaluation assets
Dépréciation de propriétés minières	3 526 913	680 899	Impairment of mining properties
Perte réalisée sur disposition de titres négociables	-	2 959	Realized loss on disposal of marketable securities
Intérêts sur les débetures	8 436	-	Interest on debentures
Amortissement des immobilisations corporelles	19 634	15 581	Amortization of property, plant and equipment
Gain sur règlement de dettes	(276 027)	-	Gain on debt settlement
Gain sur disposition d'immobilisation corporelle	(12 936)	-	Gain on disposal of property, plant and equipment
Gain sur disposition d'une propriété minière et frais de prospection et d'évaluation afférents	(1 330)	-	Gain on disposal of mining property and related exploration and evaluation expenses
Impôts sur le résultat et impôts différés	(828 899)	(434 225)	Income taxes and deferred taxes
	(303 862)	(425 246)	
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 18)	(199 429)	1 010 611	Net change in non-cash operating working capital items (Note 18)
	(503 291)	585 365	
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			FINANCING ACTIVITIES
Encaissement au titre de capital-social et bons de souscription	-	935 875	Cash inflow relating to capital stock and warrants
Emprunt à long terme	52 625	-	Long-term debt
Remboursement de la dette à long terme	(24 024)	(8 741)	Long-term debt reimbursement
Frais d'émission d'actions	(15 017)	(125 659)	Share issuance expenses
	13 584	801 475	
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			INVESTING ACTIVITIES
Disposition de titres négociables	-	250 512	Disposal of marketable securities
Crédits d'impôts encaissés	419 106	598 862	Tax credits received
Variation de l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation	504 180	(504 180)	Changes in cash reserved for exploration and evaluation
Acquisition d'immobilisation corporelle	(55 507)	-	Acquisition of property, plant and equipment
Disposition d'immobilisation corporelle	26 250	-	Disposal of property, plant and equipment
Acquisition de propriétés minières	(12 348)	(82 093)	Acquisition of mining properties
Disposition d'une propriété minière et frais de prospection et d'évaluation afférents	17 000	-	Disposal of a mining property and related exploration and evaluation expenses
Frais de prospection et d'évaluation	(473 013)	(2 333 152)	Exploration and evaluation expenses
	425 668	(2 070 051)	
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(64 039)	(683 211)	CASH AND CASH EQUIVALENTS DECREASE
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, AU DÉBUT	201 593	884 804	CASH AND CASH EQUIVALENTS, BEGINNING OF YEAR
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, À LA FIN (note 4)	137 554	201 593	CASH AND CASH EQUIVALENTS, END OF YEAR (note 4)
Information additionnelle :			Additional information:
Intérêts encaissés	2 458	10 778	Interest received

Les notes font partie intégrante des états financiers. / The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

1- STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES OPÉRATIONS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Exploration Fieldex Inc. (la « Société »), constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Canada), se transige à la bourse de croissance TSX, sous le symbole FLX et à la bourse de Francfort sous le symbole F7E. Le siège social de la Société est situé au 139 avenue Québec, suite 202, Rouyn-Noranda (Québec), Canada, J9X 6M8. La Société, une société d'exploration, opère dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières, et elle détient des intérêts dans des propriétés au stade d'exploration situées au Canada.

Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 29 avril 2013.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. L'exploration et la mise en valeur de gisements de minéraux impliquent d'importants risques financiers. Le succès de la Société dépendra d'un certain nombre de facteurs, entre autres, les risques reliés à l'exploration, à l'extraction et à la réglementation ainsi que les règlements en matière d'environnement et autres règlements.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a enregistré une perte nette de 5 854 217 \$ (1 507 668 \$ en 2011). La Société enregistre des pertes importantes année après année. Dans le cours normal de ses activités, la direction cherche périodiquement à obtenir du financement sous forme d'émission d'actions, d'exercice de bons de souscription et d'options d'achat d'actions afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers. La Société fait aussi l'objet d'une poursuite d'un montant de 5 500 000 \$ qui est présentée dans la note 14 c). Bien que la direction soit d'avis que cette poursuite est sans fondement, les incertitudes quant au dénouement de cette poursuite augmentent les incertitudes quant à la capacité de la Société de poursuivre ses activités. Dans la situation peu probable où la Société devait payer un montant important en relation avec ce litige, la direction est d'avis que l'impact pourrait être important sur l'avenir de la Société. La direction de la Société a une attente raisonnable que la Société sera en mesure d'obtenir le financement nécessaire pour continuer ses opérations dans un avenir prévisible. Ainsi, elle continue à adopter le principe de la continuité de l'exploitation dans la préparation de ces états financiers.

1- STATUTE OF INCORPORATION, NATURE OF OPERATIONS AND GOING CONCERN

Fieldex Exploration Inc. (the "Corporation"), incorporated under the Business Canadian Company's Act is listed on the TSX Venture Exchange on symbol FLX and on Frankfurt exchange on symbol F7E. The address of the Corporation's headquarters and registered office is 139 Quebec Avenue, Suite 202, Rouyn-Noranda (Quebec), Canada, J9X 6M8. The Corporation, an exploration stage corporation, is in the business of acquiring, exploring and developing mining properties and it hold interests in properties at the exploration stage located in Canada.

These financial statements were approved by the Board of Directors on April 29, 2013.

The Corporation has not yet determined whether the mining properties have economically recoverable ore reserves. The exploration and development of mineral deposits involves significant financial risks. The success of the Corporation will be influenced by a number of factors including exploration and extraction risks and regulatory issues, environmental and other regulations.

For the year ended December 31, 2012, the Corporation recorded a net loss of \$5,854,217 (\$1,507,668 in 2011). The Corporation records significant losses year after year. In the normal course of operations, management periodically seeks additional forms of financing through the issuance of shares and the exercise of warrants and share purchase options to continue its operations, and in spite of the obtention in the past, there is no guarantee of success for the future. If the management is unable to obtain new funding, the Corporation may be unable to continue its operations, and amounts realized for assets may be less than amounts reflected in these financial statements. The Corporation is also subject to a suit of an amount of \$5,500,000 presented in note 14 c). Although, management believes that this suit is without merit, the uncertainty about the resolution of this action increases the uncertainty regarding the ability of the Corporation to continue its operations. In the unlikely event the Corporation had to pay a significant amount in connection with this litigation, management believes that the impact could be significant for the future of the Corporation. The directors of the Corporation have a reasonable expectation that the Corporation will be able to obtain necessary funding to continue in operational existence for the foreseeable future. Thus they continue to adopt the going concern basis of accounting in preparing financial statements.

1- STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES OPÉRATIONS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION (suite)

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les propriétés minières dans lesquelles la Société détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ses propriétés, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Les états financiers ci-joints ont été établis selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, où les actifs sont réalisés et les passifs acquittés dans le cours normal des activités et ne tiennent pas compte des ajustements qui devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des produits et des charges et au classement des postes de l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée. Ces ajustements pourraient être importants.

2- APPLICATION DES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES**Modifications à IAS 1, Présentation des autres éléments du résultat global**

La Société a appliqué les modifications d'IAS 1 intitulée *Présentation des autres éléments du résultat global* avant la date d'entrée en vigueur (exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012). Ces modifications introduisent une nouvelle terminologie pour l'état du résultat global et le compte de résultat. Ainsi, l'état du résultat global est renommé « état du résultat net et des autres éléments du résultat global », et le compte de résultat est renommé « état du résultat net ». Les modifications d'IAS 1 maintiennent la possibilité de présenter le résultat net et les autres éléments du résultat global soit dans un état unique, soit dans deux états séparés, mais consécutifs. Cependant, ces modifications exigent le regroupement des autres éléments du résultat global dans deux catégories dans la section des autres éléments du résultat global : a) les éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net et b) les éléments qui pourront être reclassés ultérieurement en résultat net lorsque certaines conditions sont remplies. L'application des modifications d'IAS 1 n'a aucune incidence sur le résultat net, les autres éléments du résultat global ni le résultat global total.

1- STATUTE OF INCORPORATION, NATURE OF OPERATIONS AND GOING CONCERN (continued)

Although management has taken steps to verify titles of the mining properties in which the Corporation has an interest, in accordance with industry standards for the current stage of exploration of such properties, these procedures do not guarantee the Corporation's title. Property title may be subject to unregistered prior agreements and non-compliant with regulatory requirements.

The accompanying financial statements have been prepared on a going concern basis, which contemplates the realization of assets and liquidation of liabilities during the normal course of operations and do not reflect the adjustments to the carrying values of assets and liabilities, the reported revenues and expenses and statement of financial position classifications that would be necessary if the going concern assumption would not be appropriate. These adjustments could be material.

2- APPLICATION OF NEW AND REVISED IFRS**Amendments to IAS 1 Presentation of Items of Other Comprehensive Income**

The Corporation has applied the amendments to IAS 1 Presentation of Items of Other Comprehensive Income in advance of the effective date (annual periods beginning on or after July 1st, 2012). The amendments introduce new terminology for the statement of comprehensive income and income statement. Under the amendments to IAS 1, the "statement of comprehensive income" is renamed the "statement of profit or loss and other comprehensive income" and the "income statement" is renamed the "statement of profit or loss". The amendments to IAS 1 retain the option to present profit or loss and other comprehensive income in either a single statement or in two separate but consecutive statements. However, the amendments to IAS 1 require items of other comprehensive income to be grouped into two categories in the other comprehensive income section: (a) items that will not be reclassified subsequently to profit or loss and (b) items that could be reclassified subsequently to profit or loss when specific conditions are met. The amendments to IAS 1 does not result in any impact on profit or loss, other comprehensive income and total income.

2- APPLICATION DES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES
(suite)**IFRS nouvelles et révisées, publiées mais non encore entrées en vigueur****IFRS 9, Instruments financiers**

IFRS 9 publiée en novembre 2009 présente de nouvelles exigences de classement et d'évaluation des actifs financiers. IFRS 9, dans sa version modifiée en octobre 2010, inclut les exigences en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers et de décomptabilisation. IFRS 9 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, mais son application anticipée est permise. La Société n'a pas débuté l'évaluation de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9, mais elle s'attend à ce que cette incidence soit limitée.

Normes sur la consolidation, les partenariats, les entreprises associées et les informations à fournir

En mai 2011, un ensemble de cinq normes sur la consolidation, les partenariats, les entreprises associées et les informations à fournir a été publié; il s'agit notamment des normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12, IAS 27 et IAS 28. Les principales exigences de ces cinq normes sont décrites ci-dessous.

IFRS 10 remplace les dispositions sur les états financiers consolidés d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, sera supprimée au moment de l'entrée en vigueur d'IFRS 10. Cette norme établit que le contrôle est à la base de la consolidation. En outre, IFRS 10 inclut une nouvelle définition du contrôle comportant trois éléments : a) le pouvoir détenu sur l'entité émettrice, b) l'exposition, ou le droit à des rendements variables, en raison des liens avec l'entité émettrice, c) la capacité de l'investisseur d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient. Concernant IAS 27, les règles relatives aux états financiers individuels demeurent inchangées et font partie de la version amendée d'IAS 27. Les autres sections d'IAS 27 sont remplacées par IFRS 10.

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participations dans des coentreprises*. IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*, sera supprimée au moment de l'entrée en vigueur d'IFRS 11. Selon IFRS 11, le classement d'un partenariat en tant qu'entreprise commune ou coentreprise est fonction des droits et des obligations des parties à l'entreprise. Par contre, selon IAS 31, il existe trois types de partenariats : les entités contrôlées conjointement, les actifs contrôlés conjointement et les activités contrôlées conjointement. Par ailleurs, selon les dispositions d'IFRS 11, les coentreprises doivent être comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence, tandis que les entités contrôlées conjointement selon les dispositions d'IAS 31 peuvent être comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence ou la méthode de la consolidation proportionnelle.

2- APPLICATION OF NEW AND REVISED IFRSs (continued)**New and revised IFRSs in issue but not yet effective****IFRS 9 Financial Instruments**

IFRS 9, issued in November 2009, introduced new requirements for the classification and measurement of financial assets. IFRS 9 was amended in October 2010 to include requirements for the classification and measurement of financial liabilities and for derecognition. IFRS 9 is effective for annual periods beginning on or after January 1st, 2015, with earlier application permitted. The Corporation has not yet started assessing the impact of adopting IFRS 9; however, it expects that this effect will be limited.

Standards on consolidation, joint arrangements, associates and disclosures

In May 2011, a package of five Standards on consolidation, joint arrangement, associates and disclosures was issued including IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12, IAS 27 and IAS 28. Key requirements of these five Standards are described below.

IFRS 10 replaces the parts of IAS 27 Consolidated and Separate Financial Statements that deal with consolidated financial statements. SIC-12 Consolidation – Special Purpose Entities will be withdrawn upon the effective date of IFRS 10. Under IFRS 10, there is only one basis for consolidation, that is, control. In addition, IFRS 10 includes a new definition of control that contains three elements: (a) power over an investee, (b) exposure, or rights, to variable returns from its involvement with the investee, and (c) the ability to use its power over the investee to affect the amount of the investor's return. Concerning IAS 27, the requirements relating to separate financial statements will remain unchanged and will be included in the amended IAS 27. The other portions of IAS 27 will be replaced by IFRS 10.

IFRS 11 replaces IAS 31 Interests in Joint Ventures. IFRS 11 deals with how a joint arrangement of which two or more parties have joint control should be classified. SIC-13 Jointly Controlled Entities – Non-monetary Contributions by Venturers will be withdrawn upon the effective date of IFRS 11. Under IFRS 11, joint arrangements are classified as joint operations or joint ventures, depending on the rights and obligations of the parties to the arrangements. In contrast, under IAS 31, there are three types of joint arrangements: jointly controlled entities, jointly controlled assets and jointly controlled operations. In addition, joint ventures under IFRS 11 are required to be accounted for using the equity method of accounting, whereas jointly controlled entities under IAS 31 can be accounted for using the equity method of accounting or proportional consolidation.

2- APPLICATION DES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES
(suite)**Normes sur la consolidation, les partenariats, les entreprises associées et les informations à fournir**
(suite)

La version amendée (2011) d'IAS 28 dorénavant intitulée « Participation dans des entreprises associées et coentreprises » remplace IAS 28 actuelle « Participation dans des entreprises associées ». IAS 28 est modifiée pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.

IFRS 12 est une norme concernant les informations à fournir et elle s'applique aux entités qui ont des intérêts dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées ou des entités structurées non consolidées. En général, IFRS 12 exige la présentation d'informations plus détaillées que celles exigées par les normes actuelles.

En juin 2012, des modifications d'IFRS 10, d'IFRS 11 et d'IFRS 12 ont été publiées pour clarifier certaines dispositions transitoires sur la première application de ces IFRS.

Ces cinq normes, de même que les modifications touchant les dispositions transitoires, sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La direction prévoit que l'application de ces cinq normes n'aura pas un effet significatif sur les montants présentés dans les états financiers.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 établit une source unique d'indications pour les évaluations de la juste valeur et les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. La norme définit la juste valeur, établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. Son champ d'application est large; IFRS 13 s'applique tant aux instruments financiers qu'aux instruments non financiers à l'égard desquels d'autres IFRS imposent ou permettent les évaluations à la juste valeur et les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur, sauf dans des circonstances précises. En général, IFRS 13 exige la présentation d'informations plus détaillées que celles exigées par les normes actuelles. IFRS 13 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

La direction prévoit que l'application de la nouvelle norme pourrait se traduire par la présentation d'informations plus détaillées dans les états financiers.

2- APPLICATION OF NEW AND REVISED IFRSs (continued)**Standards on consolidation, joint arrangements, associates and disclosures** (continued)

Amended version (2011) of IAS 28 now entitled « Investments in Associates and Joint Ventures » supersedes the current IAS 28 « Interests in Joint Ventures ». IAS 28 is amended to conform with changes adopted based on the issuance of IFRS 10, IFRS 11 and IFRS 12.

IFRS 12 is a disclosure standard and is applicable to entities that have interests in subsidiaries, joint arrangements, associates and/or unconsolidated structured entities. In general, the disclosure requirements in IFRS 12 are more extensive than those in the current standards.

In June 2012, the amendments to IFRS 10, IFRS 11 and IFRS 12 were issued to clarify certain transitional guidance on the application of these IFRSs for the first time.

The five standards together with the amendments regarding the transition guidance are effective for annual periods beginning on or after January 1st, 2013. Management anticipates that the application of these five standards will not have a significant impact on amounts reported in the financial statements.

IFRS 13 Fair Value Measurement

IFRS 13 establishes a single source of guidance for fair value measurements and disclosures about fair value measurements. The Standard defines fair value, establishes a framework for measuring fair value, and requires disclosures about fair value measurements. The scope of IFRS 13 is broad; it applies to both financial instrument items and non-financial instrument items for which other IFRSs require or permit fair value measurements and disclosures about fair value measurements, except in specified circumstances. In general, the disclosure requirements in IFRS 13 are more extensive than those required in the current standards. IFRS 13 is effective for annual periods beginning on or after January 1st, 2013.

Management anticipates that the application of the new Standard may result in more extensive disclosures in the financial statements.

2- APPLICATION DES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES
(suite)**Modifications d'IAS 32 et d'IFRS 7, Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers et informations à fournir connexes**

Les modifications d'IAS 32 donnent des précisions sur l'application des dispositions en matière de compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. En particulier, elles précisent le sens des expressions « a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compensation » et « réalisation et règlement simultanés ».

Les modifications d'IFRS 7 exigent que les entités fournissent des informations sur les conventions-cadres de compensation exécutoires et les accords similaires (tels que les accords de garanties) pour les instruments financiers couverts par une convention-cadre de compensation exécutoire ou par un accord similaire.

Les modifications d'IFRS 7 sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, ainsi que pour les périodes intermédiaires comprises dans ces exercices. Les informations doivent être fournies rétrospectivement pour toutes les périodes présentées à titre comparatif. Cependant, les modifications d'IAS 32 ne s'appliquent qu'aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et exigent l'application rétrospective. La direction prévoit que l'adoption future des modifications d'IAS 32 et d'IFRS 7 n'aura aucune incidence significative pour la Société.

Modifications à IAS 16, Immobilisations corporelles

Les modifications à IAS 16 précisent que les pièces de rechange, le stock de pièces de sécurité et le matériel d'entretien sont comptabilisés selon IAS 16 s'ils répondent à la définition des immobilisations corporelles. Sinon, ils sont classés en stocks. La direction prévoit que les modifications d'IAS 16 n'auront pas d'incidence significative pour la Société.

2- APPLICATION OF NEW AND REVISED IFRSs (continued)**Amendments to IFRS 7 and IAS 32 Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities and the related disclosures**

The amendments to IAS 32 clarify existing application issues relating to the offset of financial assets and financial liabilities requirements. Specifically, the amendments clarify the meaning of "currently has a legally enforceable right of set-off" and "simultaneous realisation and settlement".

The amendments to IFRS 7 are effective to disclose information about rights of offset and related arrangements (such as collateral posting requirements) for financial instruments under an enforceable master netting agreement or similar arrangement.

The amendments to IFRS 7 are effective for annual periods beginning on or after January 1st, 2013 and interim periods within those annual periods. The disclosures should be provided retrospectively for all comparative periods. However, the amendments to IAS 32 are not effective until annual periods beginning on or after January 1st, 2014, with retrospective application required. Management anticipates that future adoption of amendments to IAS 32 and IFRS 7 will have no significant impact for the Corporation.

Amendments to IAS 16 Property, plant and equipment

The amendments to IAS 16 clarify that spare parts, stand-by equipment and servicing equipment should be classified as property, plant and equipment when they meet the definition of property, plant and equipment in IAS 16 and as inventory otherwise. Management does not anticipate that the amendments to IAS 16 will have a significant effect for the Corporation.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**Déclaration de conformité**

Les présents états financiers d'Exploration Fieldex inc. ont été préparés par la direction conformément aux IFRS. Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle

La monnaie de présentation et la monnaie de l'ensemble des opérations de la Société est le dollar canadien, puisqu'il représente la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Société présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie l'encaisse et les dépôts à terme ayant une échéance initiale égale ou inférieure à trois mois à compter de la date d'acquisition, facilement convertibles en un montant de trésorerie connu.

Crédit d'impôt relatif aux ressources et crédit d'impôts miniers

La Société a droit à un crédit d'impôt relatif aux ressources de 35 % sur les dépenses d'exploration admissibles engagées dans la province de Québec. De plus, la Société a droit à un crédit d'impôts miniers équivalent à 16 % de 50 % des dépenses d'exploration admissibles, déduction faite du crédit d'impôt relatif aux ressources. Ces montants sont comptabilisés en fonction des estimations de la direction et à condition que la Société soit raisonnablement assurée qu'ils seront encaissés. À ce moment, le crédit d'impôt relatif aux ressources et le crédit d'impôts miniers sont portés en réduction des actifs de prospection et d'évaluation.

Encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation

L'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation représente le produit de financements accréditifs non dépensés. Selon les restrictions imposées par ces sources de financement, la Société doit consacrer les fonds encaissés à la prospection et à l'évaluation de propriétés minières. Au 31 décembre 2012, la Société avait dépensé toutes les sommes réservées en travaux de prospection et d'évaluation tandis qu'au 31 décembre 2011, cette somme s'élevait à 504 180 \$.

3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES**Statement of Compliance**

These financial statements of Fieldex Exploration Inc. were prepared by management in accordance with IFRS. The accounting policies set out below have been applied consistently to all periods presented in these financial statements, unless otherwise indicated.

Functional Currency

The reporting currency and the currency of all operations of the Corporation is the Canadian dollar, since it represents the currency of the primary economic environment in which the Corporation operates.

Cash and Cash Equivalents

The Corporation presents cash and term deposits with original maturities of three months or less from acquisition date that are readily convertible in known amounts in cash and cash equivalents.

Tax Credit Related to Resources and Mining Tax Credit

The Corporation is entitled to a tax credit related to resources of 35% on eligible exploration expenses incurred in the province of Quebec. In addition, the Corporation is entitled to a mining tax credit equal to 16% of 50% of eligible exploration expenditures, reduced of tax credit related to resources. These amounts are based on estimates made by management and provided that the Corporation is reasonably certain that they will be received. At that time, tax credit related to resources and mining tax credit are recorded as a reduction of exploration and evaluation assets.

Cash reserved for Exploration and Evaluation

Cash reserved for exploration and evaluation represent proceeds from flow-through financing not yet incurred in exploration. According to the requirements of those financings, the Corporation has to apply the funds received for mining exploration and evaluation activities. As at December 31, 2012, the Corporation has incurred all amount reserved for exploration and evaluation and the amount was \$504,180 as at December 31, 2011.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Propriétés minières et actifs de prospection et d'évaluation**

Les dépenses engagées avant que l'entité n'ait obtenu les droits légaux de prospecter une zone spécifique sont comptabilisées en charge. Les dépenses liées au développement des ressources minérales ne sont pas comptabilisées en tant que frais de prospection et d'évaluation reportés. Les dépenses liées au développement sont inscrites à l'actif seulement après que la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone spécifique aient été démontrées et lorsque les critères de comptabilisation d'IAS 16 *Immobilisations corporelles* ou d'IAS 38 *Immobilisations incorporelles* sont satisfaits.

Tous les coûts associés à l'acquisition de propriétés minières sont capitalisés aux propriétés minières et les activités d'exploration sont capitalisés aux actifs de prospection et d'évaluation. Les coûts capitalisés sont limités aux coûts reliés aux acquisitions et aux activités d'exploration pouvant être associés à la découverte de ressources minérales spécifiques, ce qui exclut les coûts liés à la production (frais d'extraction), et les frais d'administration et autres coûts indirects similaires. Les dépenses de prospection et d'évaluation sont capitalisées lorsqu'elles satisfont à tous les critères suivants :

- elles sont destinées à être utilisées pour la production de minerais ;
- les propriétés ont été acquises et les dépenses ont été engagées en vue d'une utilisation durable; et
- elles ne sont pas destinées à être vendues dans le cours normal des affaires.

Les coûts reliés à l'acquisition des propriétés minières et aux dépenses de prospection et d'évaluation sont capitalisés par propriété jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées. Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les coûts capitalisés aux frais de prospection et d'évaluation sont reclassés à titre d'actifs miniers en développement. Les actifs de prospection et d'évaluation sont soumis à un test de dépréciation avant le reclassement, et toute perte de valeur doit être alors comptabilisée.

3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)**Mining Properties and Exploration and Evaluation Assets**

Expenditures incurred before the entity has obtained the legal rights to explore a specific area are recognized as expenses. Expenditures related to the development of mineral resources are not recognized as deferred exploration and evaluation expenses. Expenditures related to the development are accounted as an asset only when the technical feasibility and commercial viability of a specific area are demonstrated and when recognition criteria of IAS 16 *Property, Plant and Equipment* or IAS 38 *Intangible Assets* are fulfilled.

All costs associated with property acquisition are capitalized to mining properties and exploration activities are capitalized as exploration and evaluation assets. Costs that are capitalized are limited to costs related to acquisition and exploration activities that can be associated with the discovery of specific mineral resources, and are not include costs related to production (extraction costs), and administrative expenses and other general indirect costs. Exploration and evaluation expenditures are capitalized when the following criteria are satisfied:

- are held for use in the production of mineral resources,
- the properties have been acquired and expenses have been incurred with the intention of being used on a continuing basis; and
- they are not intended for sale in the ordinary course of business.

Costs related to the acquisition of mining properties and to exploration and evaluation expenditures are capitalized by property until the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrable. When the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrated, exploration and evaluation assets are reclassified as mining assets under development. Exploration and evaluation assets are assessed for impairment before reclassification, and any impairment loss recognized.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Propriétés minières et actifs de prospection et d'évaluation (suite)

Mining Properties and Exploration and Evaluation Assets (continued)

La Société revoit périodiquement les faits et circonstances indiqués à la norme IFRS 6 indiquant la nécessité de soumettre les actifs de prospection et d'évaluation à des tests de dépréciation. Lorsque les faits et circonstances suggèrent que la valeur comptable d'un actif de prospection et d'évaluation peut excéder sa valeur recouvrable, l'actif est soumis à un test de dépréciation. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif (valeur actuelle des flux de trésorerie attendus). Lorsque la valeur recouvrable d'un actif de prospection et d'évaluation est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable par la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur comptable des actifs de prospection et d'évaluation ne représente pas nécessairement la valeur présente ou future.

The Corporation reconsiders periodically facts and circumstances in IFRS 6 that require testing exploration and evaluation assets for impairment. When facts and circumstances suggest that the carrying amount of an exploration and evaluation assets may exceed its recoverable amount, the asset is test for impairment. The recoverable amount is the higher of fair value less costs for sale and value in use of the asset (present value of the future cash flows expected). When the recoverable amount of an exploration and evaluation assets is less than the carrying amount, the carrying amount of the asset is reduced to its recoverable amount by recording an impairment loss. The carrying amount of exploration and evaluation assets do not necessarily represents present-time or future value.

Dépréciation d'actifs à long terme

Impairment of Long-lived Assets

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus). Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède la valeur recouvrable. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

Long-lived assets are tested for recoverability whenever events or changes in circumstances indicate that their carrying amount may not be recoverable. The recoverable amount is the higher of its fair value less costs for sale and its value in use (present value of the future cash flows expected). An impairment loss is recognized when their carrying value exceeds the recoverable amount. The amount of the impairment loss is determined as the excess of the carrying value of the asset over its recoverable amount.

Immobilisations corporelles

Property, plant and equipment

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts subséquents sont inclus dans la valeur de l'actif ou reconnus comme un actif distinct, selon ce qui approprié, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif profiteront à la Société et que le coût peut être mesuré de manière fiable.

Property, plant and equipment are stated at historical cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. Historical cost includes expenditures that are directly attributable to the acquisition of the asset. Subsequent costs are included in the asset's carrying amount or recognized as a separate asset, as appropriate, only when it is probable that future economic benefits associated with the item will flow to the Corporation and the cost can be measured reliably.

Les principales catégories d'immobilisations corporelles sont amorties comme suit :

The major categories of property, plant and equipment are depreciated as follows:

	Méthode d'amortissement	Taux
Matériel informatique	Dégressif	30 %
Mobilier et équipement	Dégressif	20 %
Équipement d'exploration	Dégressif	30 %
Matériel roulant	Dégressif	30 %

	Method	Rate
Computer equipment	Declining balance	30%
Equipment and furniture	Declining balance	20%
Exploration equipment	Declining balance	30%
Rolling stock	Declining balance	30%

Les profits ou les pertes découlant de la cession d'une immobilisation corporelle sont déterminés en comparant le produit net tiré de la cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés à l'état de la perte nette.

Gains and losses on disposals of property, plant and equipment are determined by comparing the proceeds with the carrying amount of the asset and are included in the statement of net loss.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)****Instruments financiers**

Les actifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement parmi les catégories suivantes : placements détenus jusqu'à leur échéance, disponibles à la vente, prêts et créances et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVBRN »). Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société. La comptabilisation à la date de transaction est utilisée.

Placements détenus jusqu'à leur échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que la direction de la Société a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Après la comptabilisation initiale, les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. La Société n'a aucun actif financier désigné comme placement détenu jusqu'à leur échéance.

Disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente, ou qui ne sont pas classés dans les prêts et créances, dans les placements détenus jusqu'à leur échéance ni dans les actifs à la JVBRN. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes non réalisés étant inclus dans les autres éléments de la perte globale jusqu'à ce qu'ils soient réalisés, moment où le gain ou la perte cumulé est transféré dans le résultat net. La Société a désigné les placements comme étant disponibles à la vente.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et ne sont pas détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente. Ces actifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur, et ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation et les autres débiteurs sont classés comme prêts et créances.

Financial Instruments

Financial assets are initially recognized at fair value and their subsequent measurement is dependent on their classification in the following categories: held-to-maturity investments, available-for-sale, loans and receivables and at fair value through profit or loss ("FVTPL"). Their classification depends on the purpose, for which the financial instruments were acquired or issued, their characteristics and the Corporation's designation of such instruments. Transaction date accounting is used.

Held-to-maturity investments

Held-to-maturity investments are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments and fixed maturities that the Corporation's management has the intention and ability to hold to maturity. After initial recognition, held-to-maturity investments are measured at amortized cost using the effective interest method, less impairment loss. The Corporation has no held-to-maturity investment.

Available-for-sale

Available-for-sale financial assets are non-derivative financial assets that are designated as available-for-sale, or that are not classified as loans and receivables, held-to-maturity or at FVTPL. Available-for-sale financial assets are carried at fair value with unrealized gains and losses included in accumulated other comprehensive income until realized; the cumulative gain or loss is then transferred to profit or loss statement. The Corporation has designated investments as available-for-sale.

Loans and receivables

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market and are not held for trading purposes or available for sale. These assets are initially recognized at fair value and subsequently measured at amortized cost using the effective interest method. Cash and cash equivalents, cash reserved for exploration and evaluation and other accounts receivable are classified as loans and receivables.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)****Instruments financiers (suite)****Financial Instruments (continued)**

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVBRN »)

Financial asset at fair value through profit or loss ("FVTPL")

Les actifs financiers désignés comme étant à la JVBRN comprennent les actifs financiers détenus par la Société à des fins de prise de bénéfices à court terme, les dérivés qui ne se trouvent pas dans une relation de couverture admissible ainsi que les actifs volontairement classés dans cette catégorie, sous réserve de la satisfaction de certains critères. Ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur, et tout profit ou toute perte qui en résulte est comptabilisé à l'état du résultat net. La Société n'a aucun actif financier désigné à la JVBRN.

Financial assets at FVTPL includes financial assets held by the Corporation for short-term profit, derivatives not in a qualifying hedging relationship and assets voluntarily classified in this category, subject to meeting specified criterias. These assets are measured at fair value, with any resulting gain or loss recognized in the profit or loss statement. The Corporation has no financial assets at FVTPL.

Autres passifs**Other liabilities**

Les autres passifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comprennent tous les passifs financiers autres que les instruments dérivés. Les créiteurs et charges à payer, les débetures et la dette à long terme sont classés comme autres passifs.

Other liabilities are initially recognized at fair value less transaction costs directly attributable. Thereafter, they are measured at amortized cost using the effective interest method and include all financial liabilities, other than derivative instruments. Accounts payable and accrued liabilities, debentures and long-term debt are classified as other liabilities.

Coûts de transaction**Transaction costs**

Les coûts de transaction liés aux actifs financiers à la JVBRN sont passés en charge au moment où ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux actifs financiers disponibles à la vente, aux placements détenus jusqu'à leur échéance et aux prêts et créances sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif et les coûts de transaction liés aux autres passifs sont comptabilisés en diminution de la valeur comptable du passif. Ils sont ensuite constatés sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Transaction costs related to financial asset at FVTPL are recognized as expenses as incurred. Transaction costs related to available-for-sale financial assets, held-to-maturity investments and loans and receivables are added to the carrying value of the asset and transaction costs related to other liabilities are netted against the carrying value of liability. They are then recognized over the expected life of the instrument using the effective interest method.

Les coûts de transaction englobent les honoraires et commissions versés aux agents (y compris leurs employés agissant comme des agents de vente), conseils, courtiers et arbitragistes, les montants prélevés par les agences réglementaires et les bourses de valeur ainsi que les droits et taxes de transfert. Les coûts de transaction n'incluent ni la prime de remboursement ou d'émission de la dette, ni les coûts de financement ni des coûts internes d'administration ou des frais de siège.

Transaction costs include fees and commissions paid to agents (including employees acting as selling agents), advisers, brokers and dealers, levies by regulatory agencies and securities exchanges, and transfer taxes and duties. Transaction costs do not include debt premiums or discounts, financing costs or internal administrative or holding costs.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)****Instruments financiers (suite)****Financial Instruments (continued)****Méthode du taux d'intérêt effectif****Effective interest method**

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif ou d'un passif financier et d'affectation des produits d'intérêts ou des charges d'intérêts au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimatifs (y compris les coûts de transaction) sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier ou, si cela est approprié, sur une période plus courte.

The effective interest method is a method of calculating the amortized cost of a financial asset/liability and of allocating interest income/expense over the relevant period. The effective interest rate is the rate that exactly discounts estimated future cash flows (including transaction costs) through the expected life of the financial asset/liability, or, if appropriate, a shorter period.

Provisions**Provisions**

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Celle-ci est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Il n'y a aucune provision comptabilisée au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011.

A provision is a liability for which the maturity or the amount is uncertain. A provision is recognized if, as a result of a past event, the Corporation has a present legal or constructive obligation that can be estimated reliably, and it is probable that an outflow of economic benefits will be required to settle the obligation. There was no provision recorded as at December 31, 2012 and as at December 31, 2011.

Rémunération et paiements fondés sur des actions**Share-based Payment**

La Société comptabilise la charge de rémunération à base d'actions sur la période d'acquisition des droits aux options d'achat d'actions. Les options d'achat d'actions octroyées aux employés et aux administrateurs et le coût des services reçus en contrepartie sont évalués et constatés sur la base de la juste valeur en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

The Corporation accounts for stock-based compensation over the vesting period of the rights to stock options. Share purchase options granted to employees and directors and the cost of services received are evaluated and recognized on fair value basis using the Black-Scholes option pricing model.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres***Equity-settled Share-based Payment Transactions***

Pour les transactions avec les parties autres que des membres du personnel, la Société évalue les biens ou les services reçus et l'augmentation de capitaux propres qui en est la contrepartie, directement, à la juste valeur des biens ou services reçus, sauf si cette juste valeur ne peut être estimée de façon fiable. Lorsque la Société ne peut estimer de façon fiable la juste valeur des biens ou des services reçus, elle évalue la valeur et l'augmentation des capitaux propres qui en est la contrepartie, indirectement, par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

For transactions with parties other than employees, the Corporation measures the goods or services received, and the corresponding increase in equity, directly, at the fair value of the goods or services received, unless that fair value cannot be estimated reliably. When the Corporation cannot estimate reliably the fair value of the goods or services received, it measures their value, and the corresponding increase in equity, indirectly, by reference to the fair value of the equity instruments granted.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)****Actions accréditives**

La Société considère qu'une émission d'actions accréditives constitue en substance une émission d'actions ordinaires et la vente d'un droit à des déductions fiscales. La vente du droit aux déductions fiscales est évaluée au moyen de la méthode des valeurs résiduelles. Au moment où les actions accréditives sont émises, la vente de déductions fiscales est différée et présentée comme autre passif dans l'état de la situation financière. Lorsque les dépenses admissibles sont engagées (dans la mesure où il y a l'intention d'y renoncer), la vente de déductions fiscales est comptabilisée en résultat comme une réduction des impôts différés et un passif d'impôt différé est comptabilisé pour les écarts temporaires imposables qui proviennent de la différence entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées à titre d'actif dans l'état de la situation financière et la valeur fiscale de ces dépenses.

Bons de souscription

Dans le cadre de financements, la Société peut octroyer des bons de souscription. Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire à une action à un prix fixé lors de l'octroi pendant une période de temps donnée. Les produits des émissions d'unités sont répartis aux actions et aux bons de souscription au moyen de la méthode des justes valeurs relatives. La Société utilise le modèle d'évaluation Black-Scholes pour calculer la juste valeur des bons de souscription émis.

Frais d'émission d'actions

Les frais d'émission d'actions sont comptabilisés en diminution du capital social de la Société.

Perte de base et diluée par action

La perte nette de base par action est calculée selon la moyenne pondérée des actions en circulation durant l'exercice. La perte nette par action diluée, qui est calculée selon la méthode du rachat d'actions, est égale à la perte nette de base par action en raison de l'effet anti-dilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription.

Constataion des revenus

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date d'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

Flow-through Shares

The Corporation considers that the issue of flow-through shares is in substance an issue of common shares and the sale of tax deductions. The sale of tax deductions is measured using the residual method. At the time the flow-through shares are issued, the sale of tax deductions is deferred and presented as other liabilities in the statement of financial position. When eligible expenditures are incurred (as long as there is the intention to renounce them), the sale of tax deductions is recognized in the income statement as a reduction of deferred tax expense and a deferred tax liability is recognized for the taxable temporary difference that arises from the difference between the carrying amount of eligible expenditures capitalized as an asset in the statement of financial position and its tax base.

Warrants

Under financing, the Corporation may grant warrants. Each warrant entitles its holder to purchase one share at a price determined at grant for a certain period of time. Proceeds from placements are allocated between shares and warrants issued using the relative fair value method. The Corporation uses the Black-Scholes pricing model to determine the fair value of warrants issued.

Share Issuance Expenses

Share issuance expenses are recorded as a decrease of capital stock of the Corporation.

Basic and Diluted Loss per Share

The basic net loss per share is calculated using the weighted average of shares outstanding during the year. The diluted net loss per share, which is calculated with the treasury method, is equal to the basic net loss per share due to the anti-dilutive effect of share purchase options and warrants.

Revenue Recognition

Investment transactions are accounted for on the transaction date and resulting revenues are recognized using the accrual basis. Interest income is accrued based on the number of days the investment is held during the year.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Conventions d'options sur des propriétés minières**

Les options sur des intérêts dans des propriétés minières acquises par la Société sont comptabilisées à la valeur de la considération monétaire déboursée, y compris tout autre avantage économique cédé, mais excluant l'engagement de dépenses futures. Puisque l'engagement des dépenses futures ne répond pas à la définition d'un passif, il n'est pas comptabilisé. Les dépenses sont comptabilisées uniquement lorsqu'elles sont engagées par la Société.

Lorsque la Société cède des intérêts dans ses propriétés minières, elle utilise la valeur comptable de la propriété avant la vente de l'option comme valeur comptable de la portion de la propriété conservée, et crédite toute considération monétaire reçue ainsi que la juste valeur d'autres actifs financiers à l'encontre de la valeur comptable de cette portion (avec tout excédent comptabilisé comme un gain en résultat).

Redevances sur les produits nets de fonderie

Les redevances sur les produits nets de fonderie ne sont généralement pas comptabilisées au moment de l'acquisition d'une propriété minière puisqu'elles sont considérées comme étant un passif éventuel. Les redevances ne sont comptabilisées que lorsqu'elles sont probables et qu'elles peuvent être évaluées avec une fiabilité suffisante.

Impôts sur le résultat et impôts différés

Un impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et les montants utilisés à des fins fiscales à l'exception d'un impôt différé généré par la comptabilisation initiale d'un goodwill ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat imposable.

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on attend l'application aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture de présentation de l'information financière et qui, selon ce qu'il est à prévoir, s'appliqueront au résultat imposable des exercices au cours desquels ces écarts temporels sont censés être recouverts ou réglés. L'incidence d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts différés est constatée dans le résultat de l'exercice qui comprend la date d'entrée en vigueur de la modification. La Société établit une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts différés si, selon les renseignements disponibles, il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts différés ne sera pas matérialisée.

3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)**Mining Properties Options Agreements**

Options on interests in mining properties acquired by the Corporation are recorded at the value of the consideration paid, including other future benefit given up but excluding the commitment for future expenditures. Commitment for future expenditures does not meet the definition of a liability and thus are not accounted for immediately. Expenditures are accounted for only when incurred by the Corporation.

When the Corporation sells interest in a mining property, it uses the carrying amount of the interest before the sale of the option as the carrying amount for the portion of the interest retained, and credits any cash consideration received and also fair value of other financial assets against the carrying amount of this portion (any excess is recognized as a gain in profit or loss).

NSR Royalties

The NSR royalties are generally not be accounted for when acquiring the mining property since they are deemed to be a contingent liability. Royalties are only accounted for when probable and can be measured with sufficient reliability.

Income Taxes and Deferred Taxes

Deferred tax is recognized in respect of temporary differences between the carrying amounts of assets and liabilities and the amounts used for taxation purposes except when deferred income results from an initial recognition of goodwill or from initial recognition of assets or liabilities in a transaction that is not a business combination and that affects neither accounting nor taxable profit or loss at the time of the transaction.

Deferred tax is measured at the tax rates that are expected to be applied to temporary differences when they will reverse, based on the laws that have been enacted or substantively enacted by the end of the reporting year and which, expected to apply to taxable income in the years during which those temporary differences are expected to be recovered or settled. The effect on deferred tax assets and liabilities of a change in tax rates is recognized in income or loss in the year that includes the enactment date. The Corporation establishes a valuation allowance against deferred income tax assets if, based on available information, it is probable that some or all of the deferred tax assets will not be realized.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Impôts sur le résultat et impôts différés (suite)**

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfiques imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société réestime les actifs d'impôts différés non comptabilisés. Le cas échéant, la Société comptabilise un actif d'impôt différé qui ne l'avait pas été antérieurement dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôts différés.

Informations sectorielles

La Société exerce actuellement ses activités dans un seul secteur, soit l'acquisition, l'exploration et la mise en valeur de propriétés minières. Toutes les activités de la Société sont menées au Canada.

Jugements, estimations et hypothèses comptables significatifs

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

- a) Dépréciation de propriétés minières et actifs de prospection et d'évaluation

Les propriétés minières et les actifs de prospection et d'évaluation doivent être soumis à un test de dépréciation lorsque les faits et circonstances suggèrent que leur valeur comptable peut excéder leur valeur recouvrable. Lorsque les faits et les circonstances suggèrent que la valeur comptable excède la valeur recouvrable, la Société doit évaluer, présenter et fournir des informations sur toute perte de valeur qui pourrait en résulter. Les indices de dépréciation de même que l'évaluation de la valeur recouvrable des propriétés minières et des actifs de prospection et d'évaluation nécessitent une part significative de jugement. La direction prend en compte divers facteurs, notamment, sans s'y limiter, les ressources financières et humaines disponibles, les budgets d'exploration prévus, l'importance et les résultats des travaux antérieurement effectués, les tendances de l'industrie et de l'économie et le prix des substances minérales.

3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)**Income Taxes and Deferred Taxes (continued)**

A deferred tax asset is recognized for unused tax losses and deductible temporary differences, to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which they can be utilized. At the end of each financial reporting period, the Corporation reassesses the tax deferred asset not recognized. Where appropriate, the Corporation records a tax deferred asset that had not been recorded previously to the extent it has become probable that future taxable profits will recover the tax deferred asset.

Segment Disclosures

The Corporation currently operates in a single segment: the acquisition, exploration and development of mining properties. All of the Corporation's activities are conducted in Canada.

Significant Accounting Judgments, Estimates and Assumptions

The preparation of financial statements in accordance with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect the application of accounting policies as well as the carrying amount of assets, liabilities, revenues and expenses. Actual results may differ from those estimates.

The estimates and underlying assumptions are reviewed regularly. Any revisions to accounting estimates are recognized in the period during which the estimates are revised and in future periods affected by these revisions.

Critical judgments in applying accounting policies

- a) Impairment of mining properties and exploration and evaluation assets

Mining properties and exploration and evaluation assets shall be assessed for impairment when facts and circumstances suggest that their carrying amount may exceed recoverable amount. When facts and circumstances suggest that the carrying amount exceeds the recoverable amount, the Corporation shall measure, present and disclose any resulting impairment loss. Indications of impairment as well as the evaluation of recoverable amount of mining properties and exploration and evaluation assets require significant judgment. Management considers various factors including, but are not limited to, financial and human resources available, exploration budgets planned, importance and results of exploration work done previously, industry and economic trends and price of minerals.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Jugements, estimations et hypothèses comptables significatifs (suite)**

À la suite des analyses effectuées au cours de l'exercice 2012, la Société a déprécié des propriétés minières pour un montant de 3 526 913 \$ et des actifs de prospection et d'évaluation afférents pour un montant de 3 069 064 \$ afin de refléter l'orientation de la Société de se consacrer aux propriétés Lac Sairs et Gaboury. Selon la meilleure estimation de la direction, puisque la valeur des propriétés minières autres que Lac Sairs et Gaboury est négligeable, et que leur valeur d'utilité est nulle, ces autres propriétés ont été complètement dépréciées. Advenant une vente future, le gain sur ces autres propriétés sera comptabilisé dans les résultats de l'exercice considéré.

- b) Comptabilisation des actifs d'impôt différé et évaluation de la charge d'impôt sur le résultat

Périodiquement, la direction évalue les probabilités qu'une portion des actifs d'impôt différé ne sera pas réalisée. La direction ne comptabilise que la partie des actifs d'impôt différé nécessaire pour couvrir les écarts temporaires imposables.

Sources d'incertitude relative aux estimations

- a) Évaluation du crédit d'impôt relatif aux ressources et du crédit d'impôts miniers

Les crédits d'impôt relatif aux ressources et les crédits d'impôts miniers pour la période courante et les périodes antérieures sont évalués au montant qu'il est prévu de recevoir des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et la législation en matière de fiscalité qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent en ce qui a trait à l'interprétation de la réglementation fiscale, de telle sorte que certaines dépenses pourraient être refusées par les autorités fiscales dans le calcul des crédits, ainsi que sur le montant et le moment du remboursement.

Le calcul de ces crédits implique nécessairement un certain degré d'estimation et de jugement en ce qui a trait à certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être déterminé avec certitude jusqu'à ce qu'un avis de cotisation et qu'un paiement aient été reçus des autorités fiscales dont ils relèvent. Des écarts survenant entre le résultat réel suivant la résolution finale de certains de ces éléments et les hypothèses retenues pourraient nécessiter des ajustements aux crédits d'impôt relatif aux ressources et aux crédits d'impôts miniers, aux actifs de prospection et d'évaluation et aux charges d'impôt sur le résultat lors d'exercices futurs.

3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)**Significant Accounting Judgments, Estimates and Assumptions (continued)**

Based on analysis performed during the year 2012, the Corporation has impaired mining properties for a total of \$3,526,913 and exploration and evaluation assets for a total of \$3,069,064 in order to reflect Corporation's orientation to focus on Lac Sairs and Gaboury properties. By the best estimate of the management, since the value of mining properties other than Lac Sairs and Gaboury is negligible, and that their value is zero, the other properties were fully depreciated. In the event of a future sale, the gain on other properties will be recognized in income in the year considered.

- b) Recognition of deferred tax assets and the measurement of income tax expense

Periodically, the Corporation evaluates the likelihood of whether some portion of the deferred tax assets will not be realized. Management records only a part of deferred tax assets in order to cover temporary taxable differences.

Key sources of estimation uncertainty

- a) Valuation of credit related to resources and mining tax credit

Credit related to resources and mining tax credit for the current and prior periods are measured at the amount expected to be recovered from the taxation authorities using the tax rates and tax laws that have been enacted or substantively enacted at the statement of financial position date. Uncertainties exist with respect to the interpretation of tax regulations for which certain expenditures could be disallowed by the taxation authorities in the calculation of credits, and the amount and timing of their collection.

The calculation of the Corporation's credits necessarily involves a degree of estimation and judgment in respect of certain items whose tax treatment cannot be finally determined until notice of assessments and payments have been received from the relevant taxation authority. Difference arising between the actual results following final resolution of some of these items and the assumptions made could necessitate adjustments to credit related to resources and to mining tax credit, exploration and evaluation assets and income tax expense in future periods.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Jugements, estimations et hypothèses comptables significatifs (suite)

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont basés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction de la Société tel que décrit ci-dessus. Toutefois, l'incertitude inhérente quant à l'issue finale de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables et ainsi avoir une incidence sur la situation financière de la Société et ses flux de trésorerie.

b) Rémunération et paiements fondés sur des ..

La juste valeur d'une option d'achat d'actions octroyée aux membres du personnel est établie au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes qui prend en compte le prix d'exercice et la durée prévue de l'option, le cours actuel de l'action sous-jacente, sa volatilité prévue, les dividendes prévus sur l'action et le taux courant d'intérêt sans risque pour la durée prévue de l'option. Les données d'entrées pour le calcul de la juste valeur comportent des estimations visant à aboutir à une approximation qui serait probablement reflétée dans un cours ou dans un prix d'échange négocié de l'option.

3- SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Significant Accounting Judgments, Estimates and Assumptions (continued)

The amounts recognized in the financial statements are derived from the Corporation's best estimation and management's judgment as described above. However, the inherent uncertainty regarding the outcome of these items means that eventual resolution could differ from the accounting estimates and therefore have an impact on the Corporation's financial position and its cash flows.

b) Share-based Payment

The fair value of share purchase options granted to employees is determined using Black-Scholes pricing model that takes into account the exercise price and expected life of the option, the current price of the underlying stock, its expected volatility, the expected dividends on the stock and the current risk-free interest rate for the expected life of the option. The inputs used to determine the fair value are composed of estimates aim to approximate the expectations that likely would be reflected in a current market or negotiated exchange price for the option.

4- TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET ENCAISSE RÉSERVÉE À LA PROSPECTION ET À L'ÉVALUATION

La trésorerie et équivalents de trésorerie et l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation représentent les soldes bancaires (dépôts à vue).

Au 31 décembre 2011, les soldes bancaires, incluant l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation portent intérêt au taux de base moins 2,5 %.

Au 31 décembre 2012, les soldes bancaires incluent un montant de 132 254 \$ portant intérêt au taux de base moins 2,5 %.

4- CASH, CASH EQUIVALENTS AND CASH RESERVED FOR EXPLORATION AND EVALUATION

Cash and cash equivalents and cash reserved for exploration and evaluation represents bank balances (deposits on call).

As at December 31, 2011, bank balances, including cash reserved for exploration and evaluation, are bearing interest at base rate less 2.5%.

As at December 31, 2012, bank balances include an amount of \$132,254 bearing interest at base rate less 2.5%.

5- PLACEMENTS / INVESTMENTS

800 000 actions ordinaires de la société publique Les Mines d'Or Visible inc., à la juste valeur / 800,000 common shares of public corporation Visible Gold Mines Inc., at fair value

2012 \$	2011 \$
24 000	132 000
24 000	132 000

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

6- IMMOBILISATIONS CORPORELLES / PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

	Mobilier et équipement / Equipment and Furniture	Matériel informatique / Computer Equipment	Équipement d'exploration / Exploration Equipment	Matériel roulant / Rolling stock	Total
Coût / Cost					
Solde au 31 décembre 2010 / Balance as at December 31, 2010	50 090	38 233	20 361	53 724	162 408
Acquisition	-	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2011 / Balance as at December 31, 2011	50 090	38 233	20 361	53 724	162 408
Acquisition	-	-	-	55 507	55 507
Disposition / Disposal	-	-	-	(53 724)	(53 724)
Solde au 31 décembre 2012 / Balance as at December 31, 2012	50 090	38 233	20 361	55 507	164 191
Cumul des amortissements / Accumulated Amortization					
Solde au 31 décembre 2010 / Balance as at December 31, 2010	30 008	26 875	15 546	31 348	103 777
Amortissement / Amortization	4 017	3 407	1 444	6 713	15 581
Solde au 31 décembre 2011 / Balance as at December 31, 2011	34 025	30 282	16 990	38 061	119 358
Amortissement / Amortization	3 213	2 385	1 011	13 025	19 634
Disposition / Disposal	-	-	-	(40 410)	(40 410)
Solde au 31 décembre 2012 / Balance as at December 31, 2012	37 238	32 667	18 001	10 676	98 582
Valeur nette comptable / Net Book Value					
Solde au 31 décembre 2011 / Balance as at December 31, 2011	16 065	7 951	3 371	15 663	43 050
Solde au 31 décembre 2012 / Balance as at December 31, 2012	12 852	5 566	2 360	44 831	65 609

EXPLORATION FIELDEX INC.

FIELDEX EXPLORATION INC.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

DECEMBER 31, 2012 AND 2011

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

7- PROPRIÉTÉS MINIÈRES / MINING PROPERTIES

	Redevances Royalties	Canton Township	Solde au 31 décembre 2011 Balance as at December 31, 2011 \$	Augmentation Addition \$	Cession Disposal \$	Dépréciation Impairment \$	Solde au 31 décembre 2012 Balance as at December 31, 2012 \$
Propriétés / Properties *							
Galinée (100 %)	0 %	Galinée	16 524	3 083	-	19 607	-
Bousquet (100%)	0 %	Bousquet	6 499	459	6 958	-	-
Cavelier (100 %)	0 %	Cavelier	-	459	-	459	-
Laforce (100 %)	2 %	Brodeur	163 047	636	-	163 683	-
Baby-Midrim (100 %)	2 %	Baby	2 052 897	3 074	-	2 055 971	-
Régionale-Témiscamingue (100 %)	2 %	Guillet	1 213 346	1 013	-	1 214 359	-
Lac Sairs (100 %)	0 %	Villedieu	333 233	2 561	-	-	335 794
Gaboury (100%)	0 %	Gaboury	1 011	4 960	-	-	5 971
Vanier (100%)	0 %	Vanier	4 213	3 261	-	7 474	-
Michikamats (option 100 %)	2 %	-	-	(14 873)	-	(14 873)	-
Desgagné-Moly (option 100%)	1,5 %	Chapais	-	4 011	-	4 011	-
Kipawa (Landry) (option 100 %)	-	-	-	3 286	-	3 286	-
Nicobi (option 100 %)	1 %	Chapais	72 518	418	-	72 936	-
			<u>3 863 288</u>	<u>12 348</u>	<u>6 958</u>	<u>3 526 913</u>	<u>341 765</u>

La Société a décidé de concentrer toutes ses ressources financières et humaines sur les propriétés Lac Sairs et Gaboury. Par conséquent, elle a déprécié toutes ses autres propriétés.

The Corporation has decided to focus all its financial and human resources on the Lac Sairs and Gaboury properties. Therefore, it has impaired their other properties.

	Redevances Royalties	Canton Township	Solde au 31 décembre 2010 Balance as at December 31, 2010 \$	Augmentation Addition \$	Dépréciation Impairment \$	Solde au 31 décembre 2011 Balance as at December 31, 2011 \$
Propriétés / Properties *						
Galinée (100 %)	0 %	Galinée	16 119	405	-	16 524
Blondeau-Nickel (100 %)	2 %	Blondeau	54 518	-	(54 518)	-
Bousquet (100%)	0 %	Bousquet	6 010	489	-	6 499
Cavelier (100 %)	0 %	Cavelier	1 640	109	(1 749)	-
Carpentier (100 %)	0 %	Carpentier	5 266	1 527	(6 793)	-
Laforce (100 %)	2 %	Brodeur	162 399	648	-	163 047
Baby-Midrim (100 %)	2 %	Baby	2 052 833	64	-	2 052 897
Régionale-Témiscamingue (100 %)	2 %	Guillet	1 201 249	12 097	-	1 213 346
Lac Sairs (100 %)	0 %	Villedieu	427 777	5 556	(100 100)	333 233
Scott (100%)	0 %	Levy	513	129	(642)	-
Gaboury (100%)	0 %	Gaboury	598	413	-	1 011
Vanier (100%)	0 %	Vanier	3 172	1 041	-	4 213
Michikamats (option 100 %)	2 %	-	460 000	24 039	(484 039)	-
Desgagné-Moly (option 100 %)	1,5 %	Chapais	25 000	8 058	(33 058)	-
Nicobi (option 100 %)	1 %	Chapais	-	72 518	-	72 518
			<u>4 417 094</u>	<u>127 093</u>	<u>(680 899)</u>	<u>3 863 288</u>

*Toutes les propriétés sont situées au Québec sauf la propriété Michikamats située au Labrador. / All properties are located in Quebec except the property Michikamats located in Labrador.

EXPLORATION FIELDEX INC.
FIELDEX EXPLORATION INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011
DECEMBER 31, 2012 AND 2011

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

8- ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION / EXPLORATION AND EVALUATION ASSETS

	Solde au 31 décembre 2011 Balance as at December 31, 2011	Augmentation Addition	Crédits d'impôts Tax credits	Cession Disposal	Dépréciation Impairment	Solde au 31 décembre 2012 Balance as at December 31, 2012
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Galinée	142 497	3 523	(3 024)	-	(142 996)	-
Bousquet	6 676	14 383	(12 346)	(8 713)	-	-
Carpentier	-	360	-	-	(360)	-
Laforce	748 709	360	-	-	(749 069)	-
Baby-Midrim	231 725	1 919	-	-	(233 644)	-
Régionale-Témiscamingue	1 291 696	16 126	(12 856)	-	(1 294 966)	-
Lac Sairs	2 024 384	339 114	(281 531)	-	-	2 081 967
Scott	-	630	-	-	(630)	-
Gaboury	416 181	11 365	(7 549)	-	-	419 997
Vanier	264 835	20 180	(17 323)	-	(267 692)	-
Desgagné-Moly	-	36 770	-	-	(36 770)	-
Kipawa (Landry)	-	720	-	-	(720)	-
Nicobi	338 313	27 563	(23 659)	-	(342 217)	-
	<u>5 465 016</u>	<u>473 013</u>	<u>(358 288)</u>	<u>(8 713)</u>	<u>(3 069 064)</u>	<u>2 501 964</u>

	Solde au 31 décembre 2010 Balance as at December 31, 2010	Augmentation Addition	Crédits d'impôts Tax credits	Dépréciation Impairment	Solde au 31 décembre 2011 Balance as at December 31, 2011
	\$	\$	\$	\$	\$
Galinée	141 258	1 500	(261)	-	142 497
Blondeau-Nickel	88 097	-	-	(88 097)	-
Bousquet	6 676	-	-	-	6 676
Cavellier	37 074	-	-	(37 074)	-
Carpentier	96 480	1 550	(270)	(97 760)	-
Laforce	746 399	2 798	(488)	-	748 709
Baby-Midrim	231 725	-	-	-	231 725
Régionale-Témiscamingue	1 230 911	69 060	(8 275)	-	1 291 696
Lac Sairs	1 308 476	896 908	(150 939)	(30 061)	2 024 384
Scott	46 910	-	-	(46 910)	-
Gaboury	142 576	331 291	(57 686)	-	416 181
Vanier	34 219	279 238	(48 622)	-	264 835
Michikamats	63 375	9 076	-	(72 451)	-
Desgagné-Moly	4 740	332 090	(57 825)	(279 005)	-
Nicobi	-	409 641	(71 328)	-	338 313
	<u>4 178 916</u>	<u>2 333 152</u>	<u>(395 694)</u>	<u>(651 358)</u>	<u>5 465 016</u>

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

8- ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION (suite) / EXPLORATION AND EVALUATION ASSETS (continued)

	2012	2011	
	\$	\$	
Frais de prospection et d'évaluation			Exploration and evaluation expenses
Géologie	237 535	433 069	Geology
Forage	139 176	1 129 906	Drilling
Analyse	58 234	94 874	Analysis
Coupe de ligne	-	233 088	Line cutting
Géophysique	-	202 850	Geophysics
Autres frais d'exploration	<u>38 068</u>	<u>239 365</u>	Other exploration expenses
Augmentation des frais de prospection et d'évaluation	473 013	2 333 152	Increase of exploration and evaluation expenses
Crédit d'impôts miniers et crédit d'impôt relatif aux ressources	(358 288)	(395 694)	Mining tax credit and tax credit related to resources
Frais de prospection et d'évaluation liés à la propriété minière cédée	(8 713)	-	Exploration and evaluation expenses related to the mining property disposed
Dépréciation	(3 069 064)	(651 358)	Impairment
Solde au début	<u>5 465 016</u>	<u>4 178 916</u>	Balance, beginning of year
Solde à la fin	<u>2 501 964</u>	<u>5 465 016</u>	Balance, end of year

9- DETTE À LONG TERME / LONG TERM DEBT

	2012	2011	
	\$	\$	
Emprunt, remboursé en totalité en mai 2012, qui était remboursable par versements mensuels de 764 \$ incluant les intérêts au taux de 1,9 %, garanti par du matériel roulant d'une valeur nette comptable de 13 314 \$ à la date de disposition	-	18 005	Loan, totally reimbursed in May 2012, which was reimbursable by monthly instalments of \$764 including interest at a rate of 1.9%, secured by the rolling stock of a net book value of \$13,314 at the date of disposal
Emprunt, remboursable par versements mensuels de 897 \$ incluant les intérêts au taux de 0,9 %, garanti par du matériel roulant d'une valeur nette comptable de 44 831 \$, échéant en 2017	<u>46 606</u>	-	Loan, reimbursable by monthly instalments of \$897 including interest at a rate of 0.9%, secured by the rolling stock of a net book value of \$44,831, maturing in 2017
	<u>46 606</u>	<u>18 005</u>	
Portion échéant au cours du prochain exercice	<u>(10 391)</u>	<u>(8 909)</u>	Current portion
	<u>36 215</u>	<u>9 096</u>	

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

9- DETTE À LONG TERME (suite) / LONG TERM DEBT (continued)

Les versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

Scheduled principal repayments for the next five years are as follows:

2013	10 391 \$
2014	10 485 \$
2015	10 579 \$
2016	10 675 \$
2017	4 476 \$

10- DÉBENTURES CONVERTIBLES / CONVERTIBLE DEBENTURES

	2012	2011
	\$	\$
Composante dette		
Débeture convertible, non garantie, portant intérêts à un taux annuel de 6 % (le taux d'intérêt effectif est de 20 %), les intérêts sont payables annuellement, le capital au montant de 177 746 \$ est remboursable jusqu'en octobre 2015. Après six mois, cette débeture est convertible en tout temps en unités d'actions ordinaires au prix de 0,10 \$ par unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi bon de souscription. Chaque bon entier permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,10 \$ jusqu'au 9 octobre 2015. Détaillé en a).	128 927	-
Débeture convertible, non garantie, portant intérêts à un taux annuel de 6 % (le taux d'intérêt effectif est de 20 %), les intérêts sont payables annuellement, le capital au montant de 238 767 \$ est remboursable jusqu'en octobre 2015. Après six mois, cette débeture est convertible en tout temps en unités d'actions ordinaires au prix de 0,10 \$ par unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi bon de souscription. Chaque bon entier permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,10 \$ jusqu'au 9 octobre 2015. Détaillé en b).	173 190	-
	302 117	-
Portion à court terme de la composante dette des débetures convertibles	-	-
	<u>302 117</u>	<u>-</u>

Debt component

Convertible debenture, unsecured, bearing interests at an annual rate of 6% (effective interest rate of 20%), the interests are payable annually, the capital for an amount of \$177,746 is due until October 2015. After six months, this debenture is convertible at any time into common share units at the price of \$0.10 per unit. Each unit is constituted of one common share and one half of a warrant. Each whole warrant allowing the holder to acquire one share of the Corporation at the price of \$0.10 per share up to October 9, 2015. Detailed in a).

Convertible debenture, unsecured, bearing interests at an annual rate of 6% (effective interest rate of 20%), the interests are payable annually, the capital for an amount of \$238,767 is due in October 2015. After six months, this debenture is convertible at any time into common shares units at a price of \$0.10 per unit. Each unit is constituted of one common share and one half of a warrant. Each whole warrant allowing the holder to acquire one share of the Corporation at the price of \$0.10 per share up to October 9, 2015. Detailed in b).

Current portion of debt component of convertible debentures

10- DÉBENTURES CONVERTIBLES (suite) / CONVERTIBLE DEBENTURES (continued)

a) À la date d'émission, la composante dette de cette débenture s'élève à 125 327 \$, représentant la valeur actualisée des paiements d'intérêts et du remboursement de capital jusqu'au 9 octobre 2015. La différence entre la valeur nominale de la débenture et la composante dette s'élève à 52 419 \$ et représente l'option de conversion. Ce montant a été comptabilisé aux capitaux propres de la Société. La composante dette sera augmentée à sa valeur nominale de 177 746 \$ sur la durée de cet instrument financier, afin de refléter, à des fins comptables, un taux d'intérêts annuel effectif de 20 % représentant l'estimation d'un taux d'intérêts d'instruments similaires de dette qui ne comportent pas de composantes capitaux propres. La composante dette s'élève à 128 927 \$ au 31 décembre 2012.

a) At the date of issuance, the debt component of that debenture amounted to \$125,327, representing the present value of interests and principal repayments until October 9, 2015. The difference between the nominal value and the debt component amounted to \$52,419 and represents the conversion option, which was recorded in the equity of the Corporation. Over the term of the debenture, the debt component will be increased to its nominal value of \$177,746 to provide, for accounting purposes, an actual interests expense equal to 20%, representing the estimated interests rate of similar debt instruments which do not have such an equity component. The debt component is amounting to \$128,927 on December 31, 2012.

b) À la date d'émission, la composante dette de cette débenture s'élève à 168 353 \$, représentant la valeur actualisée des paiements d'intérêts et du remboursement de capital jusqu'au 9 octobre 2015. La différence entre la valeur nominale de la débenture et la composante dette s'élève à 70 414 \$ et représente l'option de conversion. Ce montant a été comptabilisé aux capitaux propres de la Société. La composante dette sera augmentée à sa valeur nominale de 238 767 \$ sur la durée de cet instrument financier, afin de refléter, à des fins comptables, un taux d'intérêts annuel effectif de 20 % représentant l'estimation d'un taux d'intérêts d'instruments similaires de dette qui ne comportent pas de composantes capitaux propres. La composante dette s'élève à 173 190 \$ au 31 décembre 2012.

b) At the date of issuance, the debt component of that debenture amounted to \$168,353, representing the present value of interests and principal repayments until October 9, 2015. The difference between the nominal value and the debt component amounted to \$70,414 and represents the conversion option, which was recorded in the equity of the Corporation. Over the term of the debenture, the debt component will be increased to its nominal value of \$238,767 to provide, for accounting purposes, an actual interests expense equal to 20%, representing the estimated interests rate of similar debt instruments which do not have such an equity component. The debt component is amounting to \$173,190 on December 31, 2012.

c) Au 31 décembre 2012, le total de la composante capitaux propres des débentures convertibles se chiffre à 122 833 \$ (composé de 52 419 \$ et 70 414 \$).

c) As at December 31, 2012, equity component of convertible debentures is amounting to \$122,833 (composed of \$52,419 and \$70,414).

11- AUTRE PASSIF / OTHER LIABILITY

	2012	2011	
	\$	\$	
Solde au début de l'exercice	199 449	-	Balance, beginning of year
Augmentation de l'exercice (1)	-	370 224	Increase of the year (1)
Réduction liée à l'engagement de dépenses	<u>(199 449)</u>	<u>(170 775)</u>	Decrease related to the incurring of expenses
Solde à la fin de l'exercice	<u>-</u>	<u>199 449</u>	Balance, at the end of year

- (1) En décembre 2011, la Société a émis 7 487 000 actions accréditatives à un prix de 0,125 \$ par action pour un total de 935 875 \$. Le produit brut d'émission a été présenté déduction faite de la juste valeur des bons de souscription d'un montant de 69 201 \$ et de la prime afférente aux actions accréditatives au montant de 370 224 \$. / In December 2011, the Corporation issued 7,487,000 flow-through shares at a price of \$0.125 per share for a total of \$935,875. The gross proceed of share issuance is presented net of the fair value of the warrants of \$69,201 and of the flow-through share premium at the amount of \$370,224.

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

12- CAPITAL-SOCIAL / CAPITAL STOCK

Autorisé / Authorized

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale / Unlimited number of common shares without par value

Les mouvements dans le capital-social de la Société se détaillent comme suit : / Changes in Corporation capital stock were as follows:

	2012		2011		
	Quantité Number	Montant Amount \$	Quantité Number	Montant Amount \$	
Solde au début	68 109 018	21 997 847	60 122 018	21 646 702	Balance, beginning of year
Financement accréditif	-	-	7 487 000	496 450	Flow-through shares
Propriétés minières	-	-	500 000	45 000	Mining properties
Extension de bons de souscription	-	-	-	(55 556)	Extension of warrants
Règlement de dettes	11 041 100	276 028	-	-	Debt settlement
Frais d'émission d'actions	-	(15 017)	-	(134 749)	Share issuance expenses
Solde à la fin	79 150 118	22 258 858	68 109 018	21 997 847	Balance, end of year

20 168 actions ordinaires (20 168 au 31 décembre 2011) ont été mises en mains tierces et ne peuvent être transférées, hypothéquées, nanties ou autrement aliénées sans le consentement des organismes de réglementation.

20,168 common shares (20,168 as at December 31, 2011) are escrowed and cannot be transferred, mortgaged, pledged or otherwise disposed without the consent of the appropriate regulatory authorities.

Exercice clos le 31 décembre 2012

Le 9 octobre 2012, la Société a conclu des accords afin de rembourser une partie des montants dus à trois fournisseurs en contrepartie d'une émission de 11 041 100 actions ordinaires à 0,05 \$ par action. Ces actions ordinaires ont été comptabilisées à leur juste valeur à la date des ententes, soit 0,025 \$ par action.

Year ended December 31, 2012

On October 9, 2012, the Corporation signed agreements to reimburse part of the amounts due to three suppliers in counterpart of issuance of 11,041,100 common shares at \$0.05 per share. These common shares have been recorded at \$0.025 per share, which is their fair value at the date of the agreements.

Exercice clos le 31 décembre 2011

Le 29 décembre 2011, la Société a conclu un placement privé composé de 7 487 000 unités à 0,125 \$ l'unité. Chaque unité était composée d'une action accréditive et d'un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription permet au détenteur de souscrire une action ordinaire à 0,18 \$ par action jusqu'en juin 2013. Le produit brut d'émission de 935 875 \$ a été présenté déduction faite de la juste valeur des bons de souscription au montant de 69 201 \$ et de la prime afférente aux actions accréditives au montant de 370 224 \$.

Year ended December 31, 2011

On December 29, 2011, the Corporation closed a private placement constituted of 7,487,000 units at a subscription price of \$0.125 per unit. Each unit consists of one flow-through share and one half of a warrant. Each complete warrant entitles its holder to purchase one common share of the Corporation at \$0.18 per share until June 2013. The gross proceed of the placement of \$935,875 is presented net of the fair value of warrants amounting to \$69,201 and flow-through share premium at the amount of \$370,224.

En février 2011, dans le cadre de son entente d'acquisition de la propriété Desgagné-Moly, la Société a émis 50 000 actions pour un montant de 6 750 \$.

In February 2011, in relation with the option agreement of Desgagne-Moly mining property, the Corporation issued 50,000 shares for an amount of \$6,750.

En octobre 2011, dans le cadre de son entente d'acquisition de la propriété Nicobi, la Société a émis 450 000 actions pour un montant de 38 250 \$.

In October 2011, in relation with the option agreement of Nicobi mining property, the Corporation issued 450,000 shares for an amount of \$38,250.

13- OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION

Les actionnaires de la Société ont approuvé un régime d'options d'achat d'actions (le «régime») selon lequel les membres du conseil d'administration peuvent attribuer des options d'achat d'actions permettant à ses administrateurs, dirigeants, employés et fournisseurs d'acquérir des actions ordinaires de la Société. Les conditions et le prix d'exercice de chaque option d'achat d'actions sont déterminés par les membres du conseil d'administration et le prix d'exercice ne peut être inférieur à la valeur marchande des actions ordinaires à la date de l'octroi. Les conditions d'acquisition des options d'achat d'actions sont sans restriction sauf celles octroyées à un responsable des relations avec les investisseurs qui seront acquises de la façon suivante : 25 % trois mois après la date de l'octroi, 25 % six mois après la date de l'octroi, 25 % neuf mois après la date de l'octroi et 25 % un an après la date de l'octroi.

Le régime stipule que le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est égal à 10 % des actions émises et en circulation au moment de l'octroi des options. Le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'attribution des options d'achat d'actions à un seul détenteur ne peut dépasser 5 % des actions ordinaires en circulation à la date d'attribution et ne peut excéder 2 % des actions ordinaires en circulation dans le cas des consultants et des responsables des relations avec les investisseurs. Les options d'achat d'actions expireront au plus tard dix ans après avoir été octroyées. Toute option d'achat d'actions est réglable en actions conformément aux politiques de la Société.

Options d'achat d'actions / Share Purchase Options

Les mouvements dans les options d'achat d'actions de la Société se détaillent comme suit : / Changes in Corporation share purchase options were as follows :

	2012		2011		
	Quantité Number	Prix de levée moyen pondéré Weighted average exercise price \$	Quantité Number	Prix de levée moyen pondéré Weighted average exercise price \$	
Solde au début	4 635 000	0,21	4 085 000	0,32	Balance, beginning of year
Octroyées	1 300 000	0,10	1 550 000	0,12	Granted
Expirées	<u>(1 185 000)</u>	0,43	<u>(1 000 000)</u>	0,52	Expired
Solde à la fin	<u>4 750 000</u>	0,13	<u>4 635 000</u>	0,21	Balance, end of year
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	<u>4 750 000</u>	0,13	<u>4 635 000</u>	0,21	Options exercisable at the end of the year

13- SHARE PURCHASE OPTIONS AND WARRANTS

The shareholders of the Corporation approved a stock option plan (the "plan") whereby the Board of Directors may grant to employees, officers, directors and suppliers of the Corporation, share purchase options to acquire common shares in such numbers, for such terms and at such exercise prices as may be determined by the Board of Directors. The exercise price may not be lower than the market price of the common shares at the time of grant. The acquisition condition of share purchase options are without restriction except grant of share purchase options to investors relation representative that are acquired at the following condition: 25% three months after the date of grant, 25% six months after the date of grant, 25% nine months after the date of grant and 25% one year after the date of grant.

The plan provides that the maximum number of common shares in the capital of the Corporation that may be reserved for issuance under the plan shall be equal to 10% of the issued and outstanding shares at the time of grant. The maximum number of common shares which may be reserved for issuance to any optionee may not exceed 5% of the outstanding common shares at the time of vest and may not exceed 2% of the outstanding common shares for consultants and investors relation representative. These options will expire no later than ten years after being granted. Any share purchase option is payable in shares in accordance with Corporation policies.

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

13- OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION (suite)**13- SHARE PURCHASE OPTIONS AND WARRANTS (continued)****Options d'achat d'actions (suite) / Share Purchase Options (continued)**

	2012	2011	
	\$	\$	
La moyenne pondérée de la juste valeur des options attribuées	0,035	0,12	The weighted average fair value of options granted

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options d'achat d'actions accordées en vertu du régime.

The following table summarizes the information relating to the share purchase options granted under the plan.

Options en circulation au 31 décembre 2012	Moyenne pondérée de la période résiduelle de levée	Prix de levée
Options Outstanding as at December 31, 2012	Weighted average remaining contractual life	Exercise price
		\$
200 000	0,1 an/year	0,25
600 000	0,5 an/year	0,18
625 000	1,5 ans/years	0,10
675 000	7,5 ans/years	0,15
1 350 000	8,6 ans/years	0,12
<u>1 300 000</u>	9,6 ans/years	0,10
<u>4 750 000</u>		

Options en circulation au 31 décembre 2011	Moyenne pondérée de la période résiduelle de levée	Prix de levée
Options Outstanding as at December 31, 2011	Weighted average remaining contractual life	Exercise price
		\$
600 000	0,3 an/year	0,63
85 000	0,5 an/year	0,71
200 000	1,1 an/year	0,25
700 000	1,5 ans/years	0,18
725 000	2,5 ans/years	0,10
775 000	8,5 ans/years	0,15
<u>1 550 000</u>	9,6 ans/years	0,12
<u>4 635 000</u>		

Au cours de l'exercice, la juste valeur des options octroyées en vertu du régime a été calculée selon le modèle Black-Scholes d'évaluation du prix des options avec les hypothèses de la moyenne pondérée suivantes : prix de l'action à la date de l'octroi de 0,04 \$ (0,115 \$ en 2011) durée estimative de 10 années (10 années en 2011), taux d'intérêt sans risque de 1,71 % (2,95 % en 2011), dividende prévu de 0 % (0 % en 2011) et volatilité prévue de 109 % (110 % en 2011).

During the year, the fair value of options granted in accordance with the plan was estimated using the Black-Scholes option pricing model with the following weighted average assumptions: share price at the time of grant of \$0.04 (\$0.115 in 2011), estimated duration of 10 years (10 years in 2011), risk-free interest rate of 1.71% (2.95% in 2011), expected dividend yield of 0% (0% in 2011) and expected volatility rate of 109% (110% in 2011).

EXPLORATION FIELDEX INC.

FIELDEX EXPLORATION INC.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

DECEMBER 31, 2012 AND 2011

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

13- OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION (suite)

13- SHARE PURCHASE OPTIONS AND WARRANTS (continued)

Bons de souscription / Warrants

Les mouvements dans les bons de souscription de la Société se détaillent comme suit : / Changes in Corporation warrants were as follows:

	2012		2011		
	Quantité Number	Prix de souscription moyen pondéré Weighted average exercise price \$	Quantité Number	Prix de souscription moyen pondéré Weighted average exercise price \$	
Solde au début	9 299 055	0,21	5 555 555	0,23	Balance, beginning of year
Octroyés	-	-	3 743 500	0,18	Granted
Expirés	<u>(5 555 555)</u>	0,23	<u>-</u>	-	Expired
Solde à la fin	<u>3 743 500</u>	0,18	<u>9 299 055</u>	0,21	Balance, end of year

	2012	2011	
	\$	\$	
La moyenne pondérée de la juste valeur des bons de souscription attribués	-	0,02	The weighted average fair value of warrants granted

Le tableau ci-après résume l'information relative aux bons de souscription accordés.

The following table summarizes the information relating to the warrants granted.

Bons de souscription en circulation et exerçables au 31 décembre 2012 Warrants Outstanding and Exercisable as at December 31, 2012	Prix Price \$	Date d'expiration / Expiry Date
<u>3 743 500</u>	0,18	Juin 2013 / June 2013
Bons de souscription en circulation et exerçables au 31 décembre 2011 Warrants Outstanding and Exercisable as at December 31, 2011	Prix Price \$	Date d'expiration / Expiry Date
5 555 555	0,23	Octobre 2012 / October 2012
<u>3 743 500</u>	0,18	Juin 2013 / June 2013
<u>9 299 055</u>		

Au cours de l'exercice précédent, la juste valeur des bons de souscription octroyés a été calculée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes en considérant les hypothèses de la moyenne pondérée suivantes : prix de l'action à la date de l'octroi de 0,07 \$, durée estimative de 1,5 années, taux d'intérêt sans risque de 0,91 %, dividende prévu de 0 % et volatilité prévue de 110 %.

During the previous year, the fair value of warrants granted was estimated using the Black-Scholes pricing model considering the following weighted average assumptions: share price at the time of grant of \$0.07, estimated duration of 1.5 years, risk-free interest rate of 0.91%, expected dividend yield of 0% and expected volatility rate of 110%.

EXPLORATION FIELDEX INC.

FIELDEX EXPLORATION INC.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

DECEMBER 31, 2012 AND 2011

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

13- OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION (suite)

13- SHARE PURCHASE OPTIONS AND WARRANTS (continued)

Options aux courtiers et à des intervenants / Options to brokers and intermediaries

Les mouvements dans les options aux courtiers et à des intervenants de la Société se détaillent comme suit : / Changes in Corporation brokers and intermediaries options were as follows:

	2012		2011		
	Quantité Number	Prix de levée moyen pondéré Weighted average exercise price \$	Quantité Number	Prix de levée moyen pondéré Weighted average exercise price \$	
Solde au début	374 350	0,10	1 111 111	0,18	Balance, beginning of year
Octroyées	-	-	374 350	0,10	Granted
Expirées	-	-	(1 111 111)	0,18	Expired
Solde à la fin	<u>374 350</u>	0,10	<u>374 350</u>	0,10	Balance, end of year

2012

2011

\$

\$

La moyenne pondérée de la juste valeur des options aux courtiers et à des intervenants attribuées

-

0,02

The weighted average fair value of options to brokers and intermediaries granted

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options aux courtiers et à des intervenants accordées.

The following table summarizes the information relating to brokers and intermediaries options granted.

Options aux courtiers et à des intervenants en circulation et exerçables au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011

Prix
Price

Date d'expiration / Expiry Date

Brokers' and Intermediaries' Options Outstanding and Exercisable as at December 31, 2012 and as at December 31, 2011

\$

374 350

0,10

Juin 2013 / June 2013

Au cours de l'exercice précédent, la juste valeur des options octroyées à des courtiers et à des intervenants a été calculée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes en considérant les hypothèses de la moyenne pondérée suivantes : prix de l'action à la date de l'octroi de 0,07 \$, durée estimative de 1,5 années, taux d'intérêt sans risque de 0,91 %, dividende prévu de 0 % et volatilité prévue de 110 %.

During the previous year, the fair value of these options granted to brokers and intermediaries was estimated using the Black-Scholes pricing model considering the following weighted average assumptions: share price at the time of grant of \$0.07, estimated duration of 1.5 years, risk-free interest rate of 0.91%, expected dividend yield of 0% and expected volatility rate of 110%.

14- PASSIFS ÉVENTUELS

- a) Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, que ce soit au niveau de la résultante, de son échéance ou de son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Société opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice au cours duquel il sera possible d'en faire une estimation raisonnable.
- b) La Société se finance en partie par l'émission d'actions accréditives. Cependant, il n'y a pas de garantie que les fonds dépensés par la Société seront admissibles comme frais d'exploration canadiens, même si la Société s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales aurait des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs.
- c) En décembre 2012, une poursuite en dommages a été instituée à la Cour supérieure du Québec contre la Société pour un montant de 5 500 000 \$. La poursuite était reliée à une entente pour l'acquisition de 100 % d'une propriété minière, entente qui avait été signée en octobre 2010. Les deux parties se sont entendues pour soumettre le litige à un médiateur. Par conséquent, la poursuite est suspendue jusqu'au dénouement des procédures de médiation. Actuellement, les deux parties n'ont pas débuté ladite médiation. Selon l'avis de la direction de la Société, celle-ci estime la réclamation sans fondement et estime qu'il est peu probable qu'elle aura à déboursier un montant important en relation avec ce litige. Par le fait même, au 31 décembre 2012, aucune provision ne figure aux états financiers de la Société.
- d) La Société a reçu un avis de changement de Revenu Québec concernant l'admissibilité de certaines dépenses à titre de frais de prospection et d'évaluation pris en compte dans le calcul du crédit relatif aux ressources pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009, 2010 et 2011. Advenant le rejet de l'admissibilité de ces dépenses, la Société devra rembourser des crédits totalisant environ 105 000 \$. À l'heure actuelle, la Société entend contester les prétentions du ministère mais ne peut évaluer le dénouement de cette éventualité. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers. Tout paiement pouvant en résulter sera comptabilisé dans l'exercice où il sera possible d'en estimer le dénouement.

15- ENGAGEMENT

La Société s'est engagée par bail pour la location d'un local à Rouyn-Noranda pour un montant de 1 500 \$ par mois. Ce bail est renouvelable annuellement et il a été contracté avec une société contrôlée par le chef de la direction et par le chef des finances de Exploration Fieldex inc. Ce bail est valide jusqu'au 30 juin 2013.

14- CONTINGENT LIABILITIES

- a) The Corporation's operations are governed by governmental laws and regulations regarding environmental protection. Environmental consequences are hardly identifiable, in terms of level, impact or deadline. At the present time and to the best knowledge of its management, the Corporation is in conformity with the laws and regulations. Restoration costs will be accrued in the financial statements only when they will be reasonably estimated and will be charged to the earnings at that time.
- b) The Corporation is partly financed by the issuance of flow-through shares. However, there is no guarantee that the funds spent by the Corporation will qualify as Canadian exploration expenses, even if the Corporation has committed to take all the necessary measures for this purpose. Refusals of certain expenses by tax authorities would have negative tax consequences for investors.
- c) In December 2012, legal suit for damages were instituted at the Superior Court of the Province of Quebec against the Corporation for an amount of \$5,500,000. The lawsuit was relating to an agreement for the acquisition of a 100% interest in a mining property, agreement signed in October 2010. Both parties agreed to submit the dispute to a mediator. Consequently, the lawsuit is suspended until the mediation procedures results. Currently, both parties have not started the mediation. In the opinion of the management, it considers the claim unfounded and believes it is unlikely that it will have to pay a significant amount in connection with this litigation. In fact, as at December 31, 2012, no provision has been constituted in the financial statements of the Corporation.
- d) The Corporation received a notice of change from Revenu Québec relating to the eligibility of certain expenses as exploration and evaluation expenses used to calculate tax credit related to resources for the years ended December 31, 2008, 2009, 2010 and 2011. If the admissibility of such expenses is denied, the Corporation would have to reimburse those tax credits totalling approximately \$105,000. At this time, the Corporation has the intention to contest authorities claims but can not assess the outcome of this contingency. No provision has been made in financial statements. The payment resulting, if so, will be accounted for in the year the settlement may be estimated.

15- COMMITMENT

The Corporation signed a lease contract for office spaces at Rouyn-Noranda for an amount of \$1,500 per month. This lease is renewable annually and is contracted with a corporation controlled by the Chief Executive Officer and by the Chief Financial Officer of Fieldex Exploration Inc. This lease contract is valid until June 30, 2013.

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

16- IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS DIFFÉRÉS**16- INCOME TAXES AND DEFERRED TAXES**

Le rapprochement de la charge d'impôts sur le résultat calculée selon le taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial du Québec, avec la charge d'impôts sur le résultat figurant dans les états financiers se détaille comme suit :

The reconciliation of the income deferred tax expense calculated using the combined federal and Quebec provincial statutory tax rate to the income tax expense per the financial statements is as follows:

	2012	2011	
	\$	\$	
Perte avant impôts	<u>(6 683 116)</u>	<u>(1 941 893)</u>	Loss before income taxes
Impôts au taux de base combiné de 26,9 % (26,9 % en 2011)	(1 797 758)	(522 369)	Income taxes at combined rate of 26.9% (26.9% in 2011)
Rémunération et autres paiements fondés sur des actions	12 240	44 614	Share-based compensation
Dépréciation de propriétés minières et d'actifs de prospection et d'évaluation	1 774 318	357 935	Impairment of mining properties and exploration and evaluation assets
Crédit d'impôt relatif aux ressources et crédit d'impôts miniers	42 636	47 531	Tax credit related to resources and mining tax credit
Frais d'émission d'actions déductibles	(18 320)	(17 512)	Deductible share issuance expenses
Perte (gain) sur disposition d'actif	(3 838)	796	Loss (gain) on disposal of asset
Gain sur règlement de dettes	(74 251)	-	Gain on debt settlement
Éléments non déductibles	8 230	5 125	Non-deductible items
Pertes fiscales de l'année courante pour lesquelles aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé	56 743	83 880	Current tax losses for which no deferred income tax asset was recognized
Variation de la valeur des placements	14 450	43 550	Change in value of investments
Impact sur les soldes d'impôts différés suite à la modification des taux d'impôts sur le résultat	-	(9 659)	Impact on deferred tax balances due to the change in the rate of income tax
Variation des soldes de passifs d'impôts différés	(643 900)	(297 341)	Change in deferred tax liabilities
Exécution des obligations liées aux financements accreditifs	<u>(199 449)</u>	<u>(170 775)</u>	Fulfillment of obligations related to flow-through financing
Impôts sur le résultat et impôts différés	<u><u>(828 899)</u></u>	<u><u>(434 225)</u></u>	Income taxes and deferred taxes

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

16- IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS DIFFÉRÉS (suite)**16- INCOME TAXES AND DEFERRED TAXES (continued)**

Les éléments importants des actifs d'impôts différés se détaillent comme suit :

Significant components of the deferred tax assets are as follows:

	2012	2011	
	\$	\$	
Pertes reportées	680 000	623 300	Losses carried forward
Frais d'émission d'actions	32 600	45 200	Share issuance expenses
Crédit d'impôt sur les dépenses minières préparatoires	360 100	229 900	Pre-production mining expenditure tax credit
Immobilisations corporelles	36 500	34 700	Property, plant and equipment
Placements	18 100	3 650	Investments
Propriétés minières	461 600	-	Mining properties
Frais de prospection et d'évaluation	<u>957 700</u>	<u>372 600</u>	Exploration and evaluation expenses
Total des actifs d'impôts différés bruts	2 546 600	1 309 350	Total gross deferred tax assets
Provision pour moins-value	<u>(2 546 600)</u>	<u>(1 309 350)</u>	Valuation allowance
Actifs d'impôts différés nets	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	Net deferred tax assets

Les éléments importants du passif d'impôts différés se détaillent comme suit :

Significant components of the deferred tax liabilities are as follows:

	2012	2011	
	\$	\$	
Propriétés minières	-	489 000	Mining properties
Frais de prospection et d'évaluation	<u>-</u>	<u>154 900</u>	Exploration and evaluation expenses
Passif d'impôts différés nets	<u><u>-</u></u>	<u><u>643 900</u></u>	Net deferred tax liabilities

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

16- IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET IMPÔTS DIFFÉRÉS
(suite)**16- INCOME TAXES AND DEFERRED TAXES** (continued)

La Société a accumulé à des fins fiscales des pertes autres que des pertes en capital.

The Corporation has accumulated non-capital losses for income tax purposes.

Ces pertes viendront à échéance dans les délais suivants :

Those losses will expire as follows:

	Fédéral / Federal	Provincial
	\$	\$
2014	173 395	-
2015	358 290	-
2026	676 340	31 235
2028	573 865	291 460
2029	669 545	416 485
2030	558 380	-
2031	487 800	90 015
2032	369 400	11 150

17- OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**17- RELATED PARTY TRANSACTIONS**

Le tableau suivant présente les opérations conclues avec les parties liées et les soldes à payer pour chacune des parties liées à la Société :

The table below shows related party transactions and balances payable for each of the Corporation's related party:

	2012	2011	
	\$	\$	
Société contrôlée par le chef de la direction (président de la Société)			Corporation controlled by the Chief Executive Officer (president of the Corporation)
Honoraires de consultants	100 000	100 000	Consulting fees
	<hr/>	<hr/>	
Solde inclus dans les créditeurs et charges à payer	28 744	47 469	Balance included in accounts payable and accrued liabilities

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

17- OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)**17- RELATED PARTY TRANSACTIONS (continued)**

	2012	2011	
	\$	\$	
Société contrôlée par le chef des finances (secrétaire de la Société)			Corporation controlled by the Chief Financial Officer (secretary of the Corporation)
Honoraires de consultants	62 300	147 340	Consulting fees
Conférences et promotion	-	12 495	Conferences and promotion
	<hr/>	<hr/>	
Solde inclus dans les créditeurs et charges à payer	<hr/> 14 165	<hr/> 39 828	Balance included in accounts payable and accrued liabilities
Société contrôlée par le chef de la direction et par le chef des finances de la Société			Corporation controlled by the Chief Executive Officer and the Chief Financial Officer of the Corporation
Charges locatives	18 000	18 000	Rent expenses
	<hr/>	<hr/>	
Solde inclus dans les créditeurs et charges à payer	<hr/> -	<hr/> -	Balance included in accounts payable and accrued liabilities
Administrateurs et hauts dirigeants			Directors and key management personnel
Rémunération et paiements fondés sur des actions	38 500	144 450	Share-based compensation
	<hr/>	<hr/>	

Ces opérations sont mesurées en fonction du montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

The transactions are measured at the amount of consideration established and agreed by the related parties.

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

18- INFORMATION SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2012
	\$
Autres débiteurs	(1 630)
Taxes à recevoir	103 345
Frais payés d'avance	1 684
Créditeurs et charges à payer	<u>(302 828)</u>
	<u>(199 429)</u>

Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie :

	2012
	\$
Crédit d'impôts miniers et crédit d'impôt relatif aux ressources	358 288
Perte non réalisée sur placements	(93 550)
Acquisition de propriétés minières en contrepartie de l'émission d'actions	-
Autre passif	-
Frais d'émission d'actions pour options aux courtiers et à des intervenants	-
Règlement de dettes par l'émission de débetures	416 514
Règlement de dettes en actions	276 028

19- OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les activités de la Société sont exposées à divers risques financiers : le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidités.

a) Risque de marché

i) Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers. La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des autres débiteurs, de l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation et des créditeurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les placements sont comptabilisés à la juste valeur. La juste valeur des débetures et de la dette à long terme correspond approximativement à leur valeur comptable car elles portent intérêt à un taux semblable à ce que la Société pourrait avoir sur le marché.

18- INFORMATION INCLUDED IN THE STATEMENT OF CASH FLOWS

The changes in non-cash working capital items are detailed as follows:

	2011	
	\$	
	1 578	Other accounts receivable
	(53 882)	Taxes receivable
	251	Prepaid expenses
	<u>1 062 664</u>	Accounts payable and accrued liabilities
	<u>1 010 611</u>	

Items not affecting cash and cash equivalents:

	2011	
	\$	
	399 420	Mining tax credit and tax credit related to resources
	(264 450)	Unrealized loss on investments
	45 000	Purchase of mining properties paid by share issuance
	370 224	Other liability
	9 090	Share issuance expenses for brokers and intermediaries options
	-	Debt settlement by issuance of debentures
	-	Debt settlement in shares

19- FINANCIAL RISK MANAGEMENT OBJECTIVES AND POLICIES

The Corporation's activities are exposed to financial risks: market risk, credit risk and liquidity risk.

a) Market risk

i) Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position date, based on relevant market information and other information about the financial instruments. Fair value of cash and cash equivalents, other accounts receivable, cash reserved for exploration and evaluation and accounts payable and accrued liabilities approximate carrying value due to their short-term. Investments are recorded at fair value. Fair value of debentures and long-term debt approximate carrying value as they bear interest at a similar rate to what the Corporation might have on the market.

19- OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

ii) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

La trésorerie et équivalents de trésorerie, l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation et les placements sont évalués à la juste valeur et ils sont catégorisés de niveau 1. Leur évaluation est basée sur des données observables sur le marché.

iii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Au cours de l'exercice, la Société a contracté une dette à long terme qui porte intérêt à un taux fixe de 0,9 % et a émis deux débetures portant intérêt à un taux fixe de 6 %. Par conséquent, en relation avec celles-ci, la Société est exposée à une variation de la juste valeur. Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

iv) Risque de change

La Société n'est pas exposée à des fluctuations monétaires car toutes les transactions se sont effectuées en dollars canadiens.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La trésorerie et équivalents de trésorerie, les autres débiteurs et l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation sont les principaux instruments financiers de la Société qui sont potentiellement assujettis au risque de crédit. Le risque de crédit sur la trésorerie et équivalents de trésorerie et sur l'encaisse réservée à la prospection et à l'évaluation est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales. Par conséquent, la Société ne s'attend pas à ce que les contreparties manquent à leurs obligations. La valeur comptable de ces instruments financiers représente l'exposition maximale de la Société face au risque de crédit et il n'y a eu aucune variation significative du risque de crédit depuis le dernier exercice.

19- FINANCIAL RISK MANAGEMENT OBJECTIVES AND POLICIES (continued)

ii) Fair value hierarchy

Cash and cash equivalents, cash reserved for exploration and evaluation and investments are measured at fair value and they are categorized in level 1. This valuation is based on data observed in the market.

iii) Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. During the year, the Corporation contracted long-term debt which bears interest at fixed rate of 0.9% and issued two debentures bearing interest at fixed rate of 6%. Accordingly, in relation with these items, there is an exposure to fair value variation. The other financial assets and liabilities are not exposed to interest rate risk because they do not bear interest.

iv) Currency risk

The Corporation is not exposed to currency fluctuations as all transactions occur in Canadian dollars.

b) Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument fails to discharge an obligation and causes the other party to incur a financial loss. Financial instruments which potentially expose the Corporation to credit risk mainly consist of cash and cash equivalents, other accounts receivable and cash reserved for exploration and evaluation. The credit risk on cash and cash equivalents and cash reserved for exploration and evaluation is limited because the counterparties are banks with high credit ratings assigned by international credit-rating agencies. Therefore, the Corporation does not expect any treasury counterparties to fail in respecting their obligations. The carrying value of these financial instruments represent the Corporation's maximum exposure to credit risk and there has been no significant change in credit risk since prior year.

19- OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

c) Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Au 31 décembre 2012, les liquidités dont dispose la Société s'élevaient à 137 554 \$ et son fonds de roulement s'élève à 534 395 \$. Afin de pouvoir continuer ses opérations, la Société aura à trouver du financement supplémentaire et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Il subsiste actuellement un risque que la Société soit dans l'incapacité à trouver du financement même si la direction est d'avis qu'elle pourra réaliser le financement nécessaire pour faire face à ses engagements futurs.

20- POLITIQUES ET PROCÉDURES DE GESTION DU CAPITAL

Au 31 décembre 2012, le capital de la Société est constitué des capitaux propres qui se chiffrent à 3 105 401 \$. L'objectif de gestion du capital de la Société est de s'assurer qu'elle dispose d'un capital suffisant pour rencontrer ses obligations pour son plan de développement minier et d'exploration et ainsi assurer la croissance de ses activités. Elle a également pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de liquidités pour financer ses frais de prospection et d'évaluation, ses activités d'investissement et ses besoins en fonds de roulement. Il n'y a pas eu de changement significatif concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012. La Société est soumise à des exigences réglementaires relativement à l'utilisation de fonds levés par financement accordé, ceux-ci devant obligatoirement être dépensés en frais de prospection et d'évaluation admissibles. Au cours de l'exercice, la Société a respecté ses exigences réglementaires. La Société n'a pas de politique de dividendes.

19- FINANCIAL RISK MANAGEMENT OBJECTIVES AND POLICIES (continued)

c) Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not be able to meet the obligations associated with its financial liabilities. As at December 31, 2012 the Corporation's liquidities are amounting to \$137,554 and its working capital is amounting to \$534,395. In order to continue its operation, the Corporation will have to find additional fund and despite the fact it has been successful in the past, there is no guarantee for the future. Actually, there remains a risk that the Corporation is unable to find cash even if the management believes that it will find the necessary cash to meet its future commitments.

20- POLICIES AND PROCESSES FOR MANAGING CAPITAL

As at December 31, 2012, the capital of the Corporation consists of equity amounting to \$3,105,401. The Corporation's capital management objective is to have sufficient capital to be able to meet its exploration and mining development plan in order to ensure the growth of its activities. It has also the objective to have sufficient cash to finance the exploration and evaluation expenses, the investing activities and the working capital requirements. There were no significant changes in the Corporation's approach to capital management during the year ended December 31, 2012. The Corporation is subject to regulatory requirements related to the use of funds obtained by flow-through shares financing. These funds have to be incurred for eligible exploration and evaluation expenses. During the year, the Corporation has respected all of its regulatory requirements. The Corporation has no dividend policy.

EXPLORATION FIELDEX INC.**FIELDEX EXPLORATION INC.****NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS****NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS****31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011****DECEMBER 31, 2012 AND 2011**

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

21- CHIFFRES COMPARATIFS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT 21- COMPARATIVE FIGURE FOR THE PRIOR PERIOD

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice 2012.

Certain comparative figures have been reclassified to conform with the presentation of year 2012.

Les reclassifications qui ont été faites à l'état de la perte nette et de la perte globale de l'exercice 2011 sont détaillées comme suit :

Reclassifications made to 2011 statement of net loss and comprehensive loss are detailed below:

2011		2011 (reclassé / reclassified)	
Catégorie / Category	Montant / Amount	Catégorie / Category	Montant / Amount
	\$		\$
Frais généraux d'administration / General administrative expenses	<u>55 813</u>	Télécommunications / Telecommunications	16 258
		Assurances / Insurance	9 447
		Frais de bureau / Office expenses	12 108
		Location des locaux / Office rental	<u>18 000</u>
		Total	<u>55 813</u>